



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor



LA LETTRE ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

N° 49 – Octobre 2024

Structure des économies en AEOI

Perspectives régionales

Par le SER de Nairobi

Les économies de l'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien (AEOI) présentent des niveaux de richesse et des structures variés, mais elles partagent des défis communs en matière de diversification et de développement. Tandis que les pays plus riches, comme Maurice et les Seychelles, s'appuient sur des secteurs de services robustes, les nations plus pauvres, telles que le Burundi et la Somalie, dépendent de secteurs primaires à faible productivité. L'agriculture, bien que peu productive, reste cruciale dans la région, employant une part importante de la population et contribuant fortement aux exportations dans des pays comme le Kenya, l'Éthiopie et Madagascar. Le secteur des services, qui représente 48 % du PIB de l'AEOI, se distingue par son dynamisme, notamment dans le tourisme et le numérique. Le développement industriel reste limité, plusieurs pays se concentrant sur les industries extractives, ce qui les rend vulnérables à la volatilité des prix des matières premières. En outre, l'informalité généralisée et les inégalités de revenus élevées témoignent des défis de développement persistants, tout comme la dépendance aux transferts de fonds dans certaines économies. Bien que la diversification soit une priorité dans l'ensemble de l'AEOI, les progrès sont inégaux, en raison de conflits armés et de l'instabilité politique qui affectent plusieurs pays, mais aussi le déficit d'infrastructures et les marges de manœuvres budgétaires réduites.

Malgré des niveaux de richesse et des structures économiques très hétérogènes, les économies de l'AEOI partagent défis de diversification et de développement

Les économies de l'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien (AEOI) présentent une hétérogénéité marquée, tant en termes de niveaux de richesse que de structure économique. Si certains pays comme Maurice et les Seychelles, avec un PIB par habitant élevé, s'appuient sur un secteur des services développé, par exemple dans le tourisme et les services financiers, d'autres, comme le Burundi et la Somalie, parmi les plus pauvres de la région, restent fortement dépendants de secteurs primaires peu productifs. Dans la région, le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) est en moyenne nettement supérieur à celui de l'Afrique subsaharienne (7745 USD/habitant, contre 4836 USD/habitant en Afrique subsaharienne). Cette moyenne, influencée à la hausse par les niveaux de PIB élevés de Maurice et des Seychelles, masque néanmoins des disparités importantes (cf. graphique 1) qui témoignent des différentes trajectoires de développement.

Malgré sa faible productivité et son caractère majoritairement informel, l'agriculture demeure un pilier économique de l'AEOI. Bien que ce secteur ne représente que 28 %¹ (cf. graphique 2) de la valeur ajoutée régionale, il emploie une grande partie de la population active, notamment au Burundi, à Madagascar, en Éthiopie et en Tanzanie, où plus des deux tiers des habitants en dépendent pour leur subsistance. La prévalence d'une agriculture de petite échelle, faiblement mécanisée et peu industrialisée, accroît la vulnérabilité de ces économies aux aléas climatiques. Les sécheresses de 2020 à 2022 ont ainsi sévèrement impacté l'Éthiopie, la Somalie et le Kenya, exacerbant l'insécurité alimentaire et la précarité des populations rurales. L'agriculture joue également un rôle crucial dans les exportations et l'apport de devises pour la région. Dans certains pays, les produits agricoles constituent les principales sources de recettes d'exportation : le thé au Kenya, le café en Éthiopie, ainsi que des produits de rente comme la vanille et le girofle à Madagascar et aux Comores.

Le secteur des services (48 % du PIB de l'AEOI, contre 50 % en Afrique subsaharienne), **occupe une place croissante et dynamique dans l'économie régionale.** Le secteur du numérique (TIC) illustre particulièrement ce dynamisme : au Kenya, des initiatives comme M-Pesa ont fait de services de *mobile payment* un levier d'inclusion financière, tandis que Maurice et le Rwanda s'appuient sur ce secteur pour diversifier davantage leurs économies. Le tourisme, pilier des économies des Seychelles, de Maurice, du Kenya, du Rwanda et de la Tanzanie, soutient fortement les exportations de services et l'emploi, mais rend ces pays vulnérables aux chocs externes, comme la crise de la covid-19. Djibouti, de son côté, tire parti de sa position géostratégique pour se positionner comme un hub logistique régional, fortement orienté sur ses échanges avec l'Éthiopie. Bien que Djibouti ait fortement investi dans des infrastructures portuaires et les zones franches et continue à le faire, la diversification de son économie, au-delà des services portuaires, reste un défi.

Le secteur industriel demeure globalement peu développé dans la majorité des pays de l'AEOI, représentant seulement 24 % de la valeur ajoutée régionale, contre 31 % en Afrique subsaharienne). Dans plusieurs pays de la région, comme l'Ouganda, le Soudan du Sud, le Soudan, la Tanzanie et l'Érythrée, l'industrie est largement dominée par le secteur extractif, avec une forte concentration sur les ressources pétrolières et minières. La Tanzanie et l'Érythrée exploitent par exemple principalement l'or et le cuivre, tandis que le Soudan est gros producteur d'or (sans doute l'un des premiers en Afrique), le Soudan du Sud peut compter sur ses réserves pétrolières, que développe également l'Ouganda, avec une entrée en production courant 2026. Cette spécialisation expose cependant ces économies de la région à la volatilité des prix des matières premières, mais aussi à l'environnement géopolitique (Soudan, Soudan du Sud...). La faiblesse de la gouvernance, la corruption, ainsi que des infrastructures déficientes freinent également le développement d'industries manufacturières à plus forte valeur ajoutée dans la région, ce qui accentue la dépendance aux importations de produits manufacturés.

Le taux élevé d'informalité dans la région AEOI, avec de l'ordre de 80% des emplois hors du secteur formel (mêmes proportions ailleurs en Afrique subsaharienne), **reflète les défis persistants en matière de développement économique et de création d'emplois structurés.** Cette informalité généralisée (à l'exception des Seychelles et de Maurice) s'accompagne pour certaines économies d'une dépendance aux transferts de fonds de la diaspora, qui représentent des parts significatives du PIB en Somalie (15 %), et dans une moindre mesure au Burundi (4,5 %) en l'Éthiopie (3,6 %), ainsi qu'au Kenya (3,8 %), où ils soutiennent directement la consommation privée. Parallèlement, les inégalités de revenus sont élevées, comme l'indique l'indice de Gini, avec une moyenne régionale de 0,40 (0,41 de moyenne en Afrique subsaharienne) et des pics dans des pays comme les Comores (0,45), le Rwanda (0,44) et l'Ouganda (0,43).

Une volonté politique et des efforts de diversification hétérogènes, avec des résultats disparates

Pour renforcer leur stabilité économique, les pays de l'AEOI ont tout intérêt à diversifier leurs activités, ce qui permettrait de réduire leur dépendance à un nombre restreint de domaines clés et de mieux se prémunir contre les chocs externes et les risques climatiques. Dans cette optique, les stratégies de diversification diffèrent selon les pays, en fonction de leurs ressources spécifiques et de leurs priorités nationales. Dans les économies insulaires, comme Maurice et les Seychelles, la diversification s'est surtout

¹ Il s'agit d'un calcul effectué par le SER de Nairobi, à partir des données de la CNUCED et du FMI

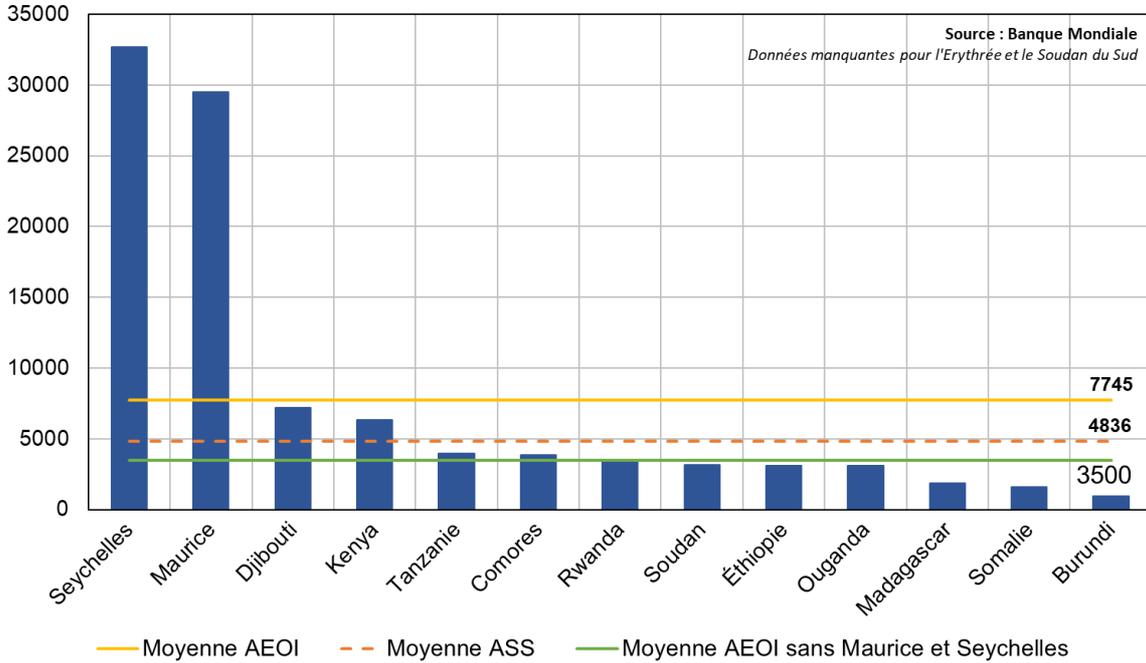
orientée vers le tourisme, les services financiers et le numérique. Maurice, qui a longtemps dépendu de l'agriculture, a pu développer une économie plus diversifiée, avec des secteurs comme le textile et les services financiers devenus des moteurs de croissance importants. Madagascar, pour sa part, mise sur ses ressources naturelles pour diversifier ses exportations, notamment dans les industries extractives et la production de produits de rente comme la vanille, tout en cherchant à renforcer la transformation locale.

Certains pays de l'AEOI, comme le Rwanda, se démarquent par des politiques volontaristes de transformation économique qui incluent la promotion de l'industrialisation et l'attraction des investissements étrangers. Le Rwanda a ainsi mis en place des réformes visant à améliorer l'environnement des affaires et à combattre la corruption, ce qui lui a permis d'attirer des capitaux étrangers et de diversifier ses exportations. Cette stratégie contraste avec celle de l'Éthiopie, qui, bien qu'ambitieuse, fait face à des obstacles structurels tels que des pénuries de devises et des coûts logistiques élevés, limitant l'impact des efforts. Addis Abeba, malgré des défis structurels, s'efforce de développer son économie au-delà de l'agriculture, en encourageant notamment la mise en place de parcs industriels thématiques destinés aux secteurs textile et manufacturier. En Tanzanie, la stratégie de diversification se concentre sur l'industrialisation, en particulier dans les industries agroalimentaires et manufacturières, afin de réduire la dépendance aux matières premières brutes et augmenter la valeur ajoutée des exportations. L'Ouganda, de son côté, a attiré des investissements directs étrangers significatifs dans le secteur pétrolier (TotalEnergies), porteurs, potentiellement, d'effets d'entraînement importants. Les autorités burundaises s'efforcent, quant à elles, de diversifier l'économie en investissant dans le secteur minier et en améliorant l'infrastructure pour stimuler le commerce et l'industrialisation. Ces efforts se heurtent toutefois à une réalité compliquée : l'accès à l'électricité, encore insuffisant pour développer une filière extractive, des marges de manœuvres budgétaires contraintes, et l'enclavement du pays.

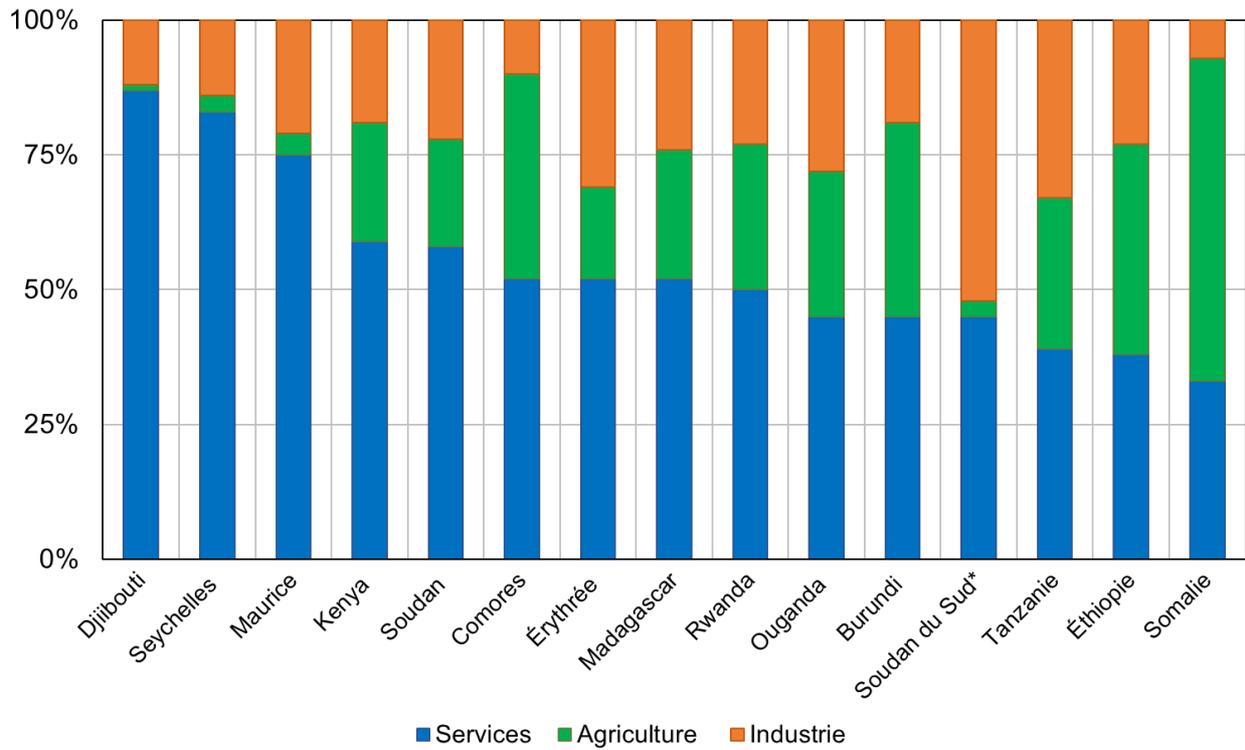
La forte dépendance aux secteurs traditionnels dans l'AEOI témoigne également des défis structurels communs qui freinent la diversification. Les conflits armés (Soudan, Éthiopie), l'instabilité politique (notamment en Somalie et au Soudan du Sud), l'isolement politique et économique (Érythrée), les faiblesses institutionnelles (comme à Madagascar) et le déficit d'infrastructures (en particulier aux Comores et au Burundi) sont autant d'obstacles qui limitent la diversification des sources de croissance de la région. De plus, la prépondérance du secteur informel dans l'ensemble de la région rend difficile la transition vers une économie plus structurée et plus résiliente.

Si la diversification économique est perçue comme un objectif commun en AEOI, les progrès restent inégaux d'un pays à l'autre. Pour l'ensemble de la région, le renforcement des institutions, l'amélioration du climat des affaires et l'investissement dans les infrastructures doivent rester des priorités pour garantir une diversification économique efficace et durable. Toutefois, les faibles marges de manœuvre budgétaires limitent souvent la capacité des pays à financer ces réformes structurelles et à développer des secteurs stratégiques.

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien : niveau de PIB par habitant -en USD, parité de pouvoir d'achat -



Décomposition du PIB par secteur d'activité



Source : CNUCED pour l'année 2022

* Données Banque Africaine de Développement



Sommaire

Table des matières

Perspectives régionales.....	1
Communauté d’Afrique de l’Est – Burundi.....	6
Communauté d’Afrique de l’Est – Kenya.....	7
Communauté d’Afrique de l’Est – Ouganda.....	9
Communauté d’Afrique de l’Est – Rwanda.....	11
Communauté d’Afrique de l’Est – Soudan du Sud.....	13
Communauté d’Afrique de l’Est – Tanzanie.....	15
Indicateurs régionaux : Communauté d’Afrique de l’Est.....	17
Corne de l’Afrique – Djibouti.....	18
Corne de l’Afrique – Erythrée.....	20
Corne de l’Afrique – Ethiopie.....	21
Corne de l’Afrique – Somalie.....	23
Corne de l’Afrique – Soudan.....	25
Indicateurs régionaux : Corne de l’Afrique.....	27
Océan Indien – Comores.....	28
Océan Indien – Madagascar.....	29
Océan Indien – Maurice.....	31
Océan Indien – Seychelles.....	33
Indicateurs régionaux : Océan Indien.....	35
CONTACTS.....	36

Communauté d'Afrique de l'Est – Burundi

Par le SER de Nairobi



Structure de l'économie burundaise

Pénalisée par des années de guerre civile et de violences (1993–2005), le Burundi est l'un des pays les plus pauvres au monde avec un PIB par habitant de 245 USD en 2023. À l'instar des autres économies de la région, l'économie burundaise repose principalement sur les secteurs de services (45 % du PIB) et de l'agriculture (36 % du PIB). En quête de diversification économique, le pays fonde ses espoirs sur l'exploitation de ses ressources minières, en particulier du nickel dont il détient 6 % des réserves mondiales, espoirs qui se heurtent néanmoins à l'enclavement du pays et à un faible accès à l'énergie.

L'une des plus petites économies d'Afrique, tirées par les services

Avec un PIB de 3,2 Md USD en 2024, le Burundi est l'une des plus petites économies d'AEOI et la 44^{ème} en Afrique. Un classement peu enviable imputable notamment aux années de guerre civile et de violences qui ont marqué le pays entre 1993 et 2005. Avec 12,9 M d'habitants, le PIB/habitant en PPA s'élève à 951 USD, faisant du Burundi l'un des pays les plus pauvres d'Afrique. Avec un faible IDH de 0,42, le Burundi se classe à la 187^{ème} position dans le monde, et avant dernière de la CAE, devant le Soudan du Sud.

L'économie burundaise repose sur les services (45 % du PIB), principalement le commerce, les services financiers, et les télécommunications, bien que l'infrastructure reste limitée. **L'agriculture, qui emploie 80 % de la population et représente 36 % du PIB**, est dominée par le café et le thé, principales exportations, tandis que les cultures vivrières comme le maïs et le manioc répondent aux besoins locaux. Le développement de ce secteur demeure contraint par une densité de population très élevée (463 habitants par km²), malgré le plus faible taux d'urbanisation au monde (13,7 % contre 41,3 % pour l'ASS). L'industrie (19 % du PIB) se concentre sur l'agro-industrie, notamment la transformation du café et du thé, et inclut une petite exploitation minière de ressources telles que le nickel et l'or.

Côté demande, le PIB est supporté par la consommation privée et l'investissement public. Toutefois, le solde commercial du Burundi est structurellement déficitaire (-0,6 Md USD en moyenne entre 2010 et 2019, soit -23,3 % du PIB), la faute à un différentiel de valeur ajoutée entre ses importations et ses exportations ainsi qu'au dérèglement climatique affectant la productivité de son secteur agricole.

Les transferts de la diaspora (représentant 4,5 % du PIB en 2023) sont indispensables à l'économie. Néanmoins, ces transferts demeurent grandement corrélés à l'évolution de la situation politique et sécuritaire du pays : en 2016, elles ont chuté (-38,7 % en g.a.) suite à l'annonce du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat (alors deux maximum sont prévus par la Constitution). En valeur, il convient de noter que ces envois de fonds sont modestes en comparaison des autres pays de la région (140 USD en 2016 en moyenne selon la Banque mondiale, contre 1 448 USD pour les tanzaniens et 1 593 USD pour les kényans). Plus de la moitié des remises proviennent de Tanzanie.

Des espoirs de diversification freinés par l'enclavement du pays et son faible accès à l'énergie

En quête de diversification économique, les autorités misent leurs espoirs sur l'exploitation de ressources minières. L'or et les terres rares sont déjà exploitées, à petite échelle, mais le nickel est de loin le plus prometteur. Selon des estimations, 6 % des réserves mondiales y seraient localisées. Le Burundi pèse cependant à concrétiser : le pays est enclavé, situé à plus de 1 000 km des ports tanzaniens pouvant exporter ; le projet de ligne ferroviaire, devant prolonger le SGR tanzanien et désenclaver le Burundi, est une priorité gouvernementale, mais la capacité financière du pays à réaliser ce projet demeure incertaine ; par ailleurs, l'exploitation de ces ressources nécessite un accès privilégié à l'énergie, alors que le pays n'est actuellement pas en capacité de fournir l'intégralité de la demande nationale en électricité (seulement près de 60 % des besoins).

L'économie burundaise se caractérise par la prédominance du secteur informel et par de fortes inégalités territoriales. Le secteur informel est estimé à 36,6 % du PIB, ce dernier emploie environ 95 % de la population. En 2013, l'incidence de la pauvreté (Incidence de la pauvreté sur la base du taux de pauvreté national) atteignait 68,9 % en zone rurale, contre respectivement 40,9 % et 20,8 % dans les autres zones urbaines et dans la capitale Bujumbura. Malgré ces disparités, avec un indice de Gini estimé à 0,38 en 2020, le niveau d'inégalité des revenus au Burundi est inférieur à la moyenne de 0,40 pour la région AEOI.

Communauté d'Afrique de l'Est – Kenya

Par le SER de Nairobi



Structure de l'économie Kenyane

L'économie kényane est portée par les services, en particulier le tourisme et le secteur du numérique. Si le Kenya dispose d'un potentiel de diversification significatif, les progrès en termes de diversification économique ont été très limités depuis 2010. L'industrie est encore peu développée, alors que l'agriculture reste toujours essentielle, comme reflétée par le poids élevé de l'économie informelle. Des défis structurels et une marge de manœuvre budgétaire particulièrement restreinte freinent les efforts de diversification de l'économie kényane.

La 7^{ème} plus grande économie d'Afrique est tirée par les services

Avec un PIB de 109 Mds USD en 2023, le Kenya est la deuxième économie plus importante économie d'AEIOI et la 8^{ème} d'Afrique (60^{ème} au niveau mondial), juste derrière l'Angola. Avec 55 M d'habitants, le PIB/habitant s'élève à 6324 USD en PPA, niveau permettant au Kenya d'être classé, depuis 2014, parmi les pays classés à revenu intermédiaire selon les critères de la Banque mondiale. Cette performance a été le fruit d'importants investissements publics dans les infrastructures². Avec un IDH de 0,601, le Kenya se classe à la 146^{ème} position dans le monde, mais première de la CAE.

Les services dominent l'économie kényane, mais l'agriculture demeure essentielle. Les services (59 % du PIB) sont tirés par les secteurs du tourisme (9 % du PIB) et du numérique (8 % du PIB). Le secteur du numérique s'est nettement développé depuis les années 2000 à la faveur de politiques publiques incitatives, comme le développement des infrastructures de télécommunications et le renforcement du capital humain. Le secteur a connu un plein essor avec le développement de la banque mobile, en particulier avec la plateforme de transfert d'argent mobile MPESA, qui est largement utilisé dans le pays. Le secteur est désormais l'un des plus attractif d'Afrique en termes d'investissement en capital-risque dans les startups et la capitale, Nairobi, est devenue le hub technologique de l'Afrique de l'Est.

L'agriculture (22% du PIB) demeure un pilier essentiel de l'économie, employant environ 45 % de la population³ selon la Banque mondiale (toutefois en baisse par rapport au 58 % de 2006), et générant plus de la moitié des revenus à l'export, avec 56,2 % des exportations kényanes issues de produits agricoles, alimentaires et dérivés. Les produits primaires y sont prédominants, notamment le thé, les fleurs coupées et le café⁴. En soutien à ce secteur, le port de Mombasa joue un rôle clé : principal point de transit de la région, il renforce les échanges commerciaux avec les pays voisins enclavés (Ouganda, Rwanda, Soudan du Sud), contribue largement aux recettes d'exportation du Kenya et attire des investissements dans les infrastructures portuaires. L'industrie (19 % du PIB), dominée par les petites et moyennes entreprises, est peu développée. Cela se reflète dans les exportations du pays, qui demeurent largement composées de produits à faible valeur ajoutée.

Côté demande, la consommation privée représente l'essentiel du PIB. Cette dernière s'élevait à soit 76,5 % du PIB en 2023. La demande intérieure est aussi stimulée par les investissements publics dans les infrastructures (cf. supra). Toutefois, le solde commercial est significativement déficitaire, s'élevant à -10,3 % du PIB en moyenne entre 2010 et 2023.

Les transferts de fonds de la diaspora kényane (représentant 3,8 % du PIB en 2023, +4 % par rapport à 2022) **représentent un pilier important de l'économie.** Ils fournissent une source importante de devises étrangères et soutiennent la consommation privée. Les États-Unis constituent plus de la moitié de la provenance des transferts.

² Le niveau d'investissement public a doublé, passant de 4% du PIB entre 2000 et 2008 à 8% entre 2010 et 2019.

³ En zone rurale, la part de la population travaillant dans le secteur agricole s'élevaient à 65 % en 2019.

⁴ Le thé constitue à lui seul 19 % de la valeur totale des exportations du pays, tandis que les fleurs coupées et le café en représentent respectivement 9 % et 5 %.

Des efforts de diversification encore insuffisants dans une économie toujours confrontée à des défis structurels

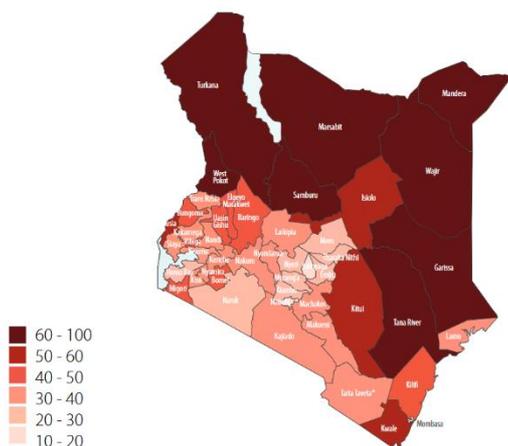
Les progrès en termes de diversification économiques ont été très limités, ce qui expose le pays à des chocs exogènes. Au cours de la dernière décennie, la diversification de l'économie est restée faible, comme illustrée par la forte baisse du pays dans le classement mondial de l'indice de complexité économique⁵ (95^{ème} place mondiale en 2020, contre 75^{ème} en 2010). Par ailleurs, l'économie reste très vulnérable à la volatilité des prix des matières premières et aux conditions climatiques⁶, tandis que sa dépendance aux importations de produits manufacturés et pétroliers pèse sur la balance commerciale.

Le Kenya dispose pourtant d'un potentiel de diversification économique significatif. Le secteur manufacturier, aujourd'hui limité, pourrait croître grâce à des investissements ciblés dans l'agro-industrie, en transformant les matières premières locales comme le café, le thé et les produits horticoles, renforçant ainsi la valeur ajoutée de ses exportations. Cette approche permettrait aussi de réduire la dépendance aux exportations de produits bruts et de stimuler l'emploi en zones rurales. Le tourisme, composante importante de l'économie kenyane, présente également un potentiel de croissance à long terme⁷ grâce à ses réserves naturelles et à son littoral attractif.

Le Kenya, malgré son statut de régime démocratique, souffre de la faiblesse de ses institutions publiques face à l'influence des intérêts privés. Le classement de Transparency International classe le pays à la 123^{ème} place mondiale en 2023. En février 2024, le pays a été inscrit sur la liste grise du Groupe d'action financière et celle de l'Union européenne en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. En parallèle, **l'économie informelle** occupe toujours une place importante, représentant entre 25 % et 30 % du PIB en 2020 (Banque Mondiale) et employant 86,5 % des travailleurs.

Enfin, le dynamisme de l'économie kenyane cache d'importantes disparités régionales (cf. carte 1). La croissance économique du Kenya s'est élevée en moyenne à +5,0 % par an entre 2010 et 2019. Si le taux de pauvreté avait fortement diminué entre 2005 et 2015 (46,7 % à 36,1 %), il ne diminue plus depuis et s'inscrit même en augmentation depuis la crise de la covid-19 (38,6 % en 2021). Par ailleurs, les inégalités demeurent importantes, en particulier entre les régions. Sur les 47 comtés du pays, six d'entre eux contribuent à près de la moitié du PIB national. A lui seul, le comté de Nairobi représente 27,5 % du PIB. Toutefois, il convient de préciser que les inégalités de revenu ont baissé : l'indice de Gini se situe à 0,39 en 2021, contre 0,46 en 2005.

Carte 1 : Taux de pauvreté par comté (en pourcentage), 2021



Source : Banque Mondiale

⁵ L'[Economic Complexity Index](#) (ECI) est un indice développé par des chercheurs de l'université d'Harvard pour classer les pays en fonction de la diversité et de la complexité de leurs exportations.

⁶ Le Kenya est de plus en plus confronté à des conditions météorologiques extrêmes, comme les sécheresses de 2021 et 2022, suivies de fortes pluies et d'inondations en 2024, causant des pertes en infrastructures, vies humaines et bétail.

⁷ En 2024, Fitch estime que le tourisme pourrait générer 3 Mds USD de recettes (en hausse de +11,9 % par rapport à 2023). Ces recettes pourraient atteindre 3,9 Mds USD en 2028, et proviendraient à la fois des services de transport et des dépenses liées aux voyages.

❖ Communauté d'Afrique de l'Est – Ouganda



Par le SE de Kampala

Structure de l'économie ougandaise

Sous l'impulsion de réformes économiques majeures mises en place par Yoweri Museveni à son arrivée au pouvoir, le modèle de croissance ougandais a évolué au cours des trente dernières années, passant d'une économie largement tirée par l'agriculture à une économie de services. Pour autant, la transformation structurelle apparaît limitée, comme en témoigne une dépendance persistante vis-à-vis de l'emploi agricole et des activités informelles. Dans ce contexte, la croissance est restée soutenue ces dernières années, tirée notamment par les investissements dans le secteur pétrolier.

Tertiarisation de l'économie, avec cependant peu de valeur ajoutée et de création d'emplois

Avec un PIB estimé à 52 Md USD, l'Ouganda est la 4^{ème} économie de l'AEOI et la 13^{ème} à l'échelle du continent. Rapporté à une population 45,9 M d'habitants, le PIB/habitant atteint désormais 1152 USD (3098 USD/habitant en PPA, soit 10^{ème}/15 en AEOI), faisant théoriquement basculer le pays de la catégorie PMA (pays les moins avancés) à celle de PRITI (pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure). Avec un IDH de 0,55, l'Ouganda se classe à la 159^{ème} position dans le monde, et 2^{ème}/6 de la CAE, derrière le Kenya.

L'économie ougandaise est relativement diversifiée. Les services (45 % du PIB et 26 % de la population active) se sont nettement développés depuis 2000, dépassant les contributions des secteurs agricole et industriel. Une grande partie de sa croissance en Ouganda s'explique par l'expansion du numérique, de l'immobilier, de l'administration publique, de la santé et de l'action sociale. L'agriculture (27 % du PIB) concentre les deux tiers de l'emploi total. Il fournit le premier emploi à 75 % des 15-24 ans et représente plus de la moitié des exportations du pays. L'Ouganda bénéficie d'une gamme variée de produits agricoles (café, thé, sucre, bétail, poisson, huiles comestibles, coton, tabac, vanille) mais le potentiel du secteur est entravé par des défis structurels (accès au financement, manque d'infrastructures d'irrigation) et conjoncturels (aléas climatiques, épidémies de parasites). L'industrie (28 % du PIB) a nettement progressé depuis 1980 (4 % du PIB) bien que sa part stagne depuis 2010. Le secteur est actuellement principalement porté par l'industrie minière (or en grande partie) et la construction, mais il n'emploie que 7 % de la main d'œuvre. La construction a été tirée ces dernières années par les forts investissements dans les infrastructures, notamment ceux liés à la préparation de la production pétrolière. Au sein de l'industrie manufacturière, les principaux secteurs sont l'industrie alimentaire, le textile, le tabac et le ciment.

Côté demande, la consommation des ménages représentent (74,8 % du PIB) une grande majorité du PIB. L'investissement privé, tiré principalement par les investissements directs à l'étranger dans le secteur des hydrocarbures, a nettement augmenté.

La modernisation et la compétitivité de l'économie pénalisées par des défis structurels

A court terme, l'activité pétrolière présente un fort potentiel de développement. Les retombées économiques de l'exploitation des gisements pétroliers du lac Albert devraient permettre un renforcement de la croissance économique (+1,0 à +1,7 pt de croissance du PIB par an sur la durée de l'exploitation des gisements, selon Stanbic Bank) et générer une hausse des revenus fiscaux de +5,0 % du PIB par an sur la même période. Le projet pourrait par ailleurs générer près de 50 000 emplois indirects, dont 8 000 sur site au pic d'activité. La mise en exploitation des gisements de pétrole a toutefois connu quelques retards, et son lancement n'est pas prévu avant 2026. Le secteur industriel devrait bénéficier à moyen terme du développement de l'activité pétrolière, et ainsi voir sa part dans le PIB augmenter. Néanmoins, il convient de souligner que le pétrole brut destiné à l'exportation sera acheminé par un oléoduc vers le port de Tanga en Tanzanie, sans activité de transformation au niveau national.

L'économie ougandaise ne crée pas suffisamment d'emplois. La population active devrait doubler en 2035 par rapport à son niveau de 2015, tripler en 2050 et quadrupler en 2070. Concrètement, 600 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché de emplois par an et ils seront 1 million à partir de 2030, alors que l'économie ne

créée actuellement que 75 000 emplois par an. Dans ces conditions, les jeunes se tournent vers l'entrepreneuriat et les activités informelles.

Si l'entrepreneuriat en Ouganda est considéré comme une référence en Afrique, la création d'emplois pérennes reste fragile. Parmi les 27 000 entreprises créées chaque année depuis la fin de la covid-19, 30% d'entre-elles disparaissent dès la première année d'activité et très peu parviennent à tenir plus de 5 ans. Au total, on recense 800 000 entreprises, majoritairement des très petites entreprises (97 % des entreprises comptaient moins de 10 salariés et représentaient deux tiers des emplois formels. En 2020). Par ailleurs, il existe peu d'incitations pour formaliser une entreprise et si les procédures ont été simplifiées, le climat des affaires reste relativement dégradé. Le dernier classement Doing Business de la Banque mondiale (2020) faisait apparaître l'Ouganda au 116^{ème} rang mondial, devant la Tanzanie (141^{ème}) mais loin derrière le Rwanda (38^{ème}) et le Kenya (56^{ème}). Le pays était en particulier mal noté pour les procédures de création d'entreprises, l'accès à l'électricité et, dans une moindre, pour l'enregistrement de la propriété. Par ailleurs, la corruption est toujours répandue au sein des instances de l'État, malgré les institutions et lois introduites ces dernières années pour la combattre.

Une forte porosité entre le secteur formel et informel, que les autorités envisagent de réduire. Du fait de la fragilité et des difficultés pour maintenir en vie une entreprise, une grande partie des activités entrepreneuriales sont exercées dans l'économie informelle. Ces petites structures opèrent en dehors des cadres réglementaires et fiscaux, expliquant pourquoi les contributions obligatoires représentent en Ouganda moins de 14 % du PIB. Conformément au plan de développement national, le gouvernement envisage de réduire la taille du secteur informel (à 45 % du PIB d'ici 2025). Pour cela, des programmes axés sur l'enregistrement volontaire et la numérisation des dossiers ont été mis en œuvre, dont le programme d'expansion de l'enregistrement des contribuables, un système fiscal forfaitaire ainsi que le lancement du registre national d'identification. Ces réformes donnent lieu à d'importantes résistances comme en témoigne le mouvement de grèves des commerçants de Kampala d'avril 2024.

L'Ouganda se met timidement sur la voie de la digitalisation. Dans son rapport « *Digital Progress and Trends Report* » publié en 2023, la Banque Mondiale souligne les efforts de l'Ouganda pour tirer profit de la digitalisation et de l'intelligence artificielle (IA) afin de stimuler sa croissance. L'Ouganda fait partie d'un groupe restreint de pays d'Afrique subsaharienne s'étant dotés d'une feuille de route nationale en matière d'IA. Malgré ces signaux encourageants, la Banque Mondiale pointe du doigt les faibles résultats de l'Ouganda en matière de digitalisation. Les principaux obstacles à l'utilisation d'Internet en Ouganda sont le manque de compétences et de connaissances notamment dans les zones rurales ainsi que le coût très élevé des données mobiles (le plus élevé d'Afrique de l'Est).

Communauté d'Afrique de l'Est – Rwanda



Par l'ambassade de France au Rwanda

Structure de l'économie Rwandaise

Le Rwanda reste une petite économie à l'échelle du continent. Néanmoins, sa politique volontariste en matière économique et son bon environnement des affaires permet au pays d'ambitionner un développement important. Porté par les services, notamment le tourisme et le numérique, le PIB rwandais demeure très lié à l'agriculture qui emploie plus de la moitié de la population et à l'industrie pour son indépendance économique. Malgré une croissance à deux chiffres, le pays demeure inégalitaire et dépendant des investissements de l'État.

Petite économie de la CAE qui porte l'ambition de devenir le « Singapour de l'Afrique »

Avec un PIB de 13,9 Md USD en 2023, le Rwanda est la 8^{ème} économie d'AEOL et la 33^{ème} en Afrique, largement devant le Burundi qui dispose pourtant d'une démographie et d'une géographie similaire. Avec 13,9 millions d'habitants, le PIB/habitant s'élève à 1031 USD (3361 USD/habitant en PPA), niveau permettant au Rwanda de se rapprocher de la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Le pays ambitionne d'atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (entre 4466 et 13845 USD/habitant) en 2035 et des pays à revenu élevé (au-delà de 13846 USD/habitant) en 2050. Cette ambition est portée par le plan « *Vision 2050* » et accompagné d'investissements publics massifs et l'attraction de capitaux étrangers. Avec un IDH de 0,548, le Rwanda se classe à la 161^{ème} position dans le monde, et 3^{ème}/6 de la CAE.

Les services (50 % du PIB en 2023) sont le plus gros contributeur à l'économie rwandaise, suivis par l'agriculture (27 %) et l'industrie (23 %). Les services (50 % du PIB en 2023) sont tirés par le tourisme (10 % du PIB) et le numérique (5 % du PIB). Le tourisme est une composante importante de l'économie rwandaise qui ambitionne de devenir la destination haut-de-gamme du continent et qui génère d'importantes entrées en devises étrangères. Symbole de cette ambition, le *Kigali Convention Center* accueille des dizaines d'événements par an permettant à la capitale rwandaise de se situer en seconde position parmi les villes africaines sur les conférences d'affaires. Dans le domaine du numérique, le Rwanda développe des écosystèmes de start-ups afin de faire émerger de futurs géants du numérique à l'échelle du continent. Le gouvernement rwandais n'hésite pas à faire de l'attraction de solutions innovantes un pilier de sa stratégie dans le domaine des TIC. La start-up américaine Zipline s'est par exemple vu octroyé des dérogations fiscales et un environnement réglementaire assoupli afin de tester et pérenniser sa solution de livraison par drone. L'agriculture (27 % du PIB) demeure un pilier essentiel de l'économie, employant environ 56% de la population selon la Banque Mondiale, et générant un quart des revenus à l'export derrière l'exportation de minerais. Malgré une relative progression dans le PIB depuis près de 10 ans, l'industrie (23 % du PIB) est plus limitée, notamment l'industrie manufacturière (9,9 %) compte tenu de l'enclavement du pays et le renchérissement des coûts de transport.

Côté demande, la consommation privée représente l'essentiel du PIB. Cette dernière s'élevait à 75 % du PIB en 2023. La demande intérieure est aussi stimulée par les investissements publics notamment dans les infrastructures et représente 17% du PIB. Toutefois, le solde commercial est significativement déficitaire, s'élevant à -11,7% du PIB en 2023.

Les transferts de fonds de la diaspora rwandaise constituent de plus en plus un pilier important de l'économie. En effet, ceux-ci ont plus que triplé ces dernières années, passant en 2023, en net, à 3,4% du PIB. Ces fonds ont dépassé pour la première fois en 2023 les IDE dans le pays. Les afflux de fonds de la diaspora sont importants depuis les années 2000 et s'expliquent par l'histoire du pays, marqué par le génocide perpétré contre les Tutsi et la diaspora qu'il a engendré, ainsi que par la croissance économique rapide de ces 30 dernières années.

Une stabilité politique et un bon environnement des affaires permet au pays de se développer significativement

Les ambitions élevées du pays, portées par le plan « Vision 2050 », se sont traduites par des investissements publics massifs et une politique d'attraction de capitaux étrangers. Le pays a mis en œuvre une politique de production industrielle locale dont les effets pourraient se faire sentir dans les prochaines années. De fait, les exportations du pays restent des produits à faible valeur ajoutée comme le café et le thé à l'exception des minerais, raffinés pour certains directement au Rwanda. Cette dépendance à ses importations rend le pays particulièrement vulnérable aux chocs exogènes tels que ceux connus ces dernières années.

Le pays dispose d'institutions solides et surtout la corruption a été largement jugulée ces dernières années. Le Rwanda est un pays gouverné par le président Paul Kagame depuis l'année 2000. Le classement de Transparency International classe le pays à la 49^{ème} place mondiale en 2023 devant des pays comme Maurice, la Grèce ou la Chine. Cette lutte contre la corruption a permis au pays d'attirer largement les financements concessionnels des bailleurs mais également les investissements étrangers. Le pays a également développé un environnement des affaires performant plaçant le Rwanda à la première place des pays africains dans le nouveau classement *B-Ready*, évaluant les climats d'affaires des pays de la Banque mondiale. Cependant, malgré son essor économique, l'économie informelle occupe toujours une place prépondérante au Rwanda (représentant 26,6 % du PIB en 2020 et employant 86,8 % des travailleurs). Malgré une forte dynamique de croissance, les inégalités entre d'une part la capitale, Kigali, et le reste du pays, se sont creusées. A cette inégalité géographique s'ajoute une inégalité de revenus. La dernière mesure de l'indice de Gini en 2016 plaçait le Rwanda à 43,7 soit à la 31^{ème} place des pays avec la plus forte inégalité de revenus.

Le niveau et l'adéquation de son capital humain avec les besoins du secteur privé représentent les principaux freins au développement du pays, d'après le rapport 2024 de la Banque mondiale pour le Rwanda. Outre cette faiblesse, le Rwanda est aussi particulièrement vulnérable aux impacts du changement climatique ce qui devrait avoir pour conséquence de limiter sa croissance potentielle dans les années à venir.

Communauté d'Afrique de l'Est – Soudan du Sud

Par le SE de Kampala



Structure de l'économie du Soudan du Sud

Malgré des richesses naturelles importantes, le Soudan du Sud est classé parmi les pays les moins avancés du monde. Sa structure économique est rudimentaire, peu diversifiée et largement dominée par les activités traditionnelles de subsistance. Le pays dépend excessivement de la production pétrolière qui compte pour 60 % du PIB et dans une moindre mesure de l'agriculture (15 %) et des services gouvernementaux (9 %). L'industrie manufacturière est limitée à quelques usines de transformation. Cette situation rend l'économie vulnérable aux chocs internes et externes. Les efforts de transformation de l'économie se heurtent à des défis structurels (faiblesses institutionnelles, corruption endémique, instabilité politique et sécuritaire) et conjoncturels (catastrophes naturelles récurrentes).

Une structure économique peu diversifiée, dominée par les activités de subsistance

Avec un PIB estimé à 8,5 Md USD, le Soudan du Sud est la 10^{ème} économie d'AEIOI. Le pays est l'un des pays les plus pauvres du monde : avec 11 millions d'habitants, le PIB/habitant s'élève à 479 USD, soit à la 13^{ème} place en AEIOI. Le pays est en dernière position mondiale au regard de l'indice de développement humain (0,38 en 2023). Malgré l'ambition des autorités de transformer l'économie du pays, l'une des premières priorités des plans de développement, sa mise en œuvre est difficile et les activités de subsistance perdurent.

Une économie largement dominée par le secteur pétrolier (à 60 % du PIB). Le Soudan du sud possède les sixième réserves pétrolières d'Afrique, avec 3,7 Md de barils, les troisième d'Afrique subsaharienne après l'Angola et le Nigéria. La production pétrolière représente 60 % du PIB et génère 95 % des recettes d'exportations et 90 % des revenus fiscaux. La forte dépendance du pétrole est l'une des principales causes de vulnérabilité de l'économie, la rendant fortement exposée aux fluctuations de la production et des cours mondiaux. L'interruption de la production, depuis mars 2024, à la suite de l'explosion du principal oléoduc au Soudan, plonge le pays dans une situation de crise financière aggravée. Le secteur pétrolier souffre, en outre, des problèmes liés à la situation sécuritaire et aux infrastructures vieillissantes. Par ailleurs, le manque de transparence et la corruption empêchent le pays de pleinement bénéficier de ses revenus pétroliers : n'ayant pas d'industrie de raffinage, le Soudan du Sud est un importateur net de produits pétroliers. D'autre part, le Soudan du Sud dépend toujours de l'infrastructure soudanaise pour l'exportation de son brut, acheminé vers le port de Bashaer sur la mer Rouge par le biais de deux oléoducs contre des frais de transfert. Après déduction des frais de transit et des quotas des opérateurs étrangers, le Soudan du Sud ne peut valoriser qu'une faible partie de sa production (environ 45 000 barils/jour alors que la production totale varie entre 150 000 et 170 000 barils/jour).

L'agriculture constitue la principale activité de subsistance pour 75 % des foyers. L'agriculture (14 % du PIB) est dominée par des activités d'exploitation traditionnelles et de subsistance. Le sorgho⁸ (aliment de base pour 80 % de la population) est la culture la plus importante. Le sésame, le maïs et le millet sont également cultivés, principalement pour l'auto-consommation. Cependant, l'insécurité, les conflits, et le manque d'infrastructures limitent la productivité agricole. Le Soudan du Sud a des ressources halieutiques importantes, les volumes de pêche atteignent 140 000 tonnes provenant de six régions (Upper Nile, Jonglei, Unity, Northern Bahr el Ghazal, Warrap, et Lakes). Environ 15 % de la population dépendent directement de ce secteur pour leur subsistance. L'élevage, notamment de bovins, est aussi très répandu et essentiel pour la subsistance des familles, mais le secteur souffre encore d'un manque de mécanisation et d'accès aux marchés. Les services sont dominés par les services gouvernementaux (9 % du PIB) et l'hôtellerie (6 % du PIB). Les transports et communications, la construction et autres services sont plus limités. L'industrie manufacturière et extractive (4 %) est très limitée, reflétant un appareil industriel

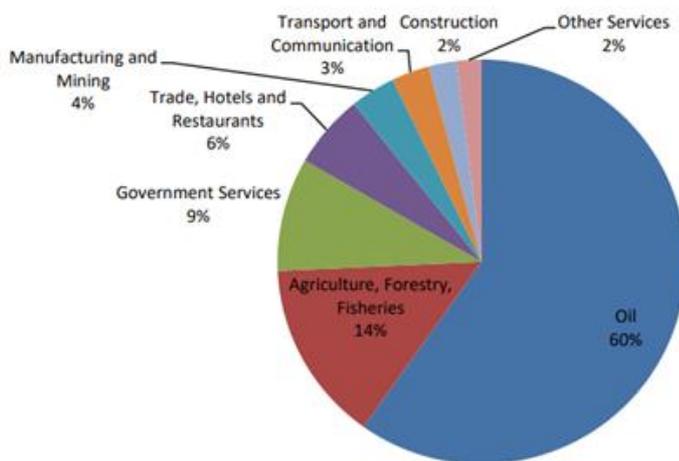
⁸ Céréale tropical utilisé sous forme de farine pour faire du pain, des galettes, et des bouillies.

très limité confronté à l'insuffisance des services de base (électricité, eau, routes). L'industrie se limite ainsi à quelques usines de transformation alimentaire et de production artisanale, la plupart situées à proximité de la capitale.

La transformation de l'économie se heurte à des fragilités structurelles

Le Soudan du Sud a un grand potentiel agricole, notamment grâce à un climat favorable et d'abondantes ressources d'eau. La très grande majorité du pays est constituée de terres agricoles (75 % de la superficie totale) et les terres arables (45 % de la superficie totale) sont importantes, bien que très peu cultivées (seulement 4 % de ces terres). Malgré l'ambition des autorités de transformer l'économie du pays, l'une des premières priorités des plans de développement, sa mise en œuvre est difficile et les activités de subsistance perdurent. L'instabilité politique et sécuritaire empêche le développement de projets à long terme et décourage les investisseurs étrangers. Les faibles capacités institutionnelles, la corruption et le manque d'infrastructures freinent l'utilisation efficace des ressources. En sus des guerres civiles, le pays a été frappé par une série d'inondations et de catastrophes naturelles, ayant un impact significatif sur les infrastructures et la production agricole. Le Soudan du Sud se caractérise également par une réalité ethnique complexe qui entrave les réformes politiques et institutionnelles, propice au favoritisme et au clientélisme, et constitue un facteur important d'instabilité sécuritaire et de conflits armés internes.

Annexe 1 : structure de l'économie



Communauté d'Afrique de l'Est – Tanzanie



Par le SE de Dar es Salam

Structure de l'économie tanzanienne

Structure de l'économie tanzanienne

L'économie tanzanienne, deuxième plus importante de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), est portée par le tourisme. Les progrès en termes de diversification économiques sont relativement limités, mais le développement industriel du pays est significatif. L'agriculture, qui assure environ 65 % des emplois, demeure un pilier essentiel de l'économie. Malgré les progrès initiaux dans la mise en œuvre des réformes structurelles, la gouvernance reste faible, la corruption et la faiblesse de l'efficacité des institutions pèsent sur la diversification de l'économie.

Deuxième économie de la CAE, soutenue par les services, l'industrie et l'agriculture

Avec un PIB de 84 Md USD en 2023, la Tanzanie est la 2^{ème} économie de la CAE derrière le Kenya, et 9^{ème} économie d'Afrique. Le chemin de croissance suivi par le pays depuis 2000 (+6,5 % en moyenne entre 2000 et 2020) a permis la multiplication du PIB par habitant par 2,5. Cette croissance a permis au pays d'atteindre le statut pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure dès 2020 (initialement prévu en 2025 par les autorités). Avec 67 millions d'habitants, le PIB/habitant tanzanien en PPA s'élevait à 3 972,6 USD, plaçant le pays au 29^e rang en Afrique, et 2^{ème} de la CAE. Cette performance est le résultat d'importants investissements publics dans de grandes projets d'infrastructures.

Les services dominent l'économie tanzanienne, suivis par l'industrie et l'agriculture. Le secteur des services (40 % du PIB en 2022) est tiré par le secteur du tourisme (10% du PIB) qui constitue une composante importante de l'économie et présente un potentiel de croissance à long terme grâce à ses réserves naturelles et à son littoral. La Tanzanie est le seul pays à avoir alloué plus de 25 % de sa superficie totale à des parcs nationaux et à des zones protégées pour la faune sauvage⁹. Avec la crise sanitaire de la covid-19, la Tanzanie a connu une chute drastique des recettes d'exportations issues du tourisme (-55,0 % sur l'année fiscale 2020/21). De même, la guerre en Ukraine a eu des effets immédiats sur l'économie touristique avec l'arrêt de certaines liaisons aériennes. Grâce à la reprise des voyages et des initiatives gouvernementales de promotion du secteur, le tourisme tanzanien a retrouvé son niveau d'avant pandémie. Le nombre de touristes internationaux s'élève à 1 808 205 en 2023 (après 616 491 en 2020). L'industrie a un poids significatif dans l'économie (33 %). Le secteur minier s'est fortement développé s'est dernière année (3,4 % du PIB en 2015 à 9,1% en 2022). Avec une production annuelle de 56,9 tonnes en 2022, la Tanzanie se positionne au rang de 17^{ème} producteur mondial d'or et le 7^{ème} en Afrique. L'agriculture demeure un pilier essentiel de l'économie (28 % du PIB), employant environ 65 % de la population. Il représente 65 % des matières premières pour le secteur industriel et 30 % des recettes d'exportation.

Les transferts de fonds de la diaspora ne représentent pas un pilier significatif de l'économie. En 2021, ces transferts ont atteint 690 M USD (0,9 % du PIB). La plupart des envois de fonds en Tanzanie proviennent des États-Unis et du Royaume-Uni. Le pays se maintient derrière les autres membres de la CAE en matière de remises (*remittances*), en particulier le Kenya, en raison d'un développement plus tardif des services de mobile money, qui représentent un vecteur important de transfert de fonds.

Les stratégies de diversification économique sont encore insuffisantes dans une économie toujours confrontée à des défis structurels

Les progrès en matière de diversification économique sont restés très limités. La transformation de la Tanzanie en une économie semi-industrielle indiquée dans le troisième plan quinquennal de développement 2021/22 - 2025/26 peine à se concrétiser. Le développement de l'industrie est significatif (passant de 19,2 % du

⁹ Le pays compte 16 parcs nationaux, 28 réserves de chasse, 44 zones de chasse contrôlée et 2 parcs marins

PIB en 2000 à 31,4 % en 2023), faisant du pays le plus industrialisé de la CAE. Bien qu'il ait augmenté, l'emploi dans le secteur industriel reste faible comparé aux autres secteurs (8,5 % de l'emploi total en 2022, contre 65,5 % dans l'agriculture et 26 % dans les services).

Cela se reflète dans les exportations du pays, qui demeurent largement constituées de produits à faible valeur ajoutée. Les produits primaires y sont prédominants, notamment le tabac, les noix de cajou, les exportations horticoles, le café et les fleurs.

Au cours de la dernière décennie, la diversification de l'économie est restée faible. Cela s'illustre par la rétrogradation du pays dans l'indice de complexité économique : de la 98^{ème} place mondiale en 2010 à la 115^{ème} place. En outre, l'économie du pays reste très vulnérable à la volatilité des prix des matières premières et aux conditions climatiques¹⁰, tandis que sa dépendance aux importations de produits manufacturés et pétroliers pèse sur la balance commerciale. En août 2024, les importations de biens et de services ont augmenté pour s'établir à 16,4 Md USD par rapport à 16,3 Md USD en août 2023. Cette augmentation est principalement liée à l'augmentation des prix mondiaux des matières premières et des coûts de fret dans les produits pétroliers blancs raffinés, le fer et l'acier, ainsi que les machines et équipements électriques.

Le secteur informel tanzanien représente un poids conséquent (environ 45 % du PIB en 2023). Le pays possédait le 2^{ème} plus grand secteur informel d'Afrique selon ISS African Futures, qui emploierait près de 93,3 % des travailleurs en 2020. Il constitue un obstacle important à la croissance économique. La corruption est omniprésente dans la société tanzanienne et constitue un problème grave dans tous les secteurs de l'économie : le pays se classait au 97^{ème} rang mondial sur la corruption selon Transparency International. Les secteurs les plus touchés sont les marchés publics, l'administration foncière, la fiscalité et les douanes. En octobre 2023, le pays a été placé sur la liste grise du GAFI, ce qui a accru les inquiétudes internationales concernant le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Malgré la dynamique des réformes structurelles et les mesures prises pour renforcer les institutions et favoriser l'amélioration de l'environnement des affaires, l'économie du pays cache d'importantes disparités régionales et la pauvreté augmente en valeur absolue. Si la Banque Mondiale reconnaît le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure à la Tanzanie, elle attire aussi l'attention sur le caractère non inclusif de sa croissance. La croissance démographique pèse sur les efforts de lutte contre la pauvreté. Avec 4,9 enfants par femme, la population croît de +3,0 % par an. Si la pauvreté baisse en relatif, elle augmente en valeur absolue.

¹⁰ La Tanzanie est de plus en plus confrontée à des conditions météorologiques extrêmes, comme les sécheresses de 2020, 2021 et 2022, suivies de fortes pluies et d'inondations depuis novembre 2023, causant des pertes en infrastructures, vies humaines et bétail.

Indicateurs régionaux : Communauté d'Afrique de l'Est

Indicateurs Pays	Burundi	Kenya	Ouganda	Rwanda	Sud Soudan	Tanzanie
Population (M hab.) BM 2022	12,9	54,0	47,2	13,8	10,9	65,5
Croissance démographique (%) BM 2022	2,7	1,9	3,0	2,3	1,5	3,0
Doing Business (classement) 2020	166	56	116	38	185	141
Rang Indice de corruption - Transparency international 2023	162	126	141	49	177	87
Macroéconomie						
PIB (Mds USD) FMI 2024	4,3	116,3	55,6	13,7	5,3	79,9
PIB par habitant (USD) FMI 2024	321	2 218	1 187	986	341	1 224
Croissance du PIB réel (%) FMI 2024	2,2	5,0	5,9	7,0	-26,4	5,4
Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI 2024	20,0	5,1	3,5	4,9	120,6	3,2
Finances Publiques						
Solde budgétaire, dons compris (% PIB) FMI 2024	-8,4	-5,8	-4,9	-5,1	7,0	-3,5
Dette publique (% PIB) FMI 2024	86,8	69,9	51,4	71,4	56,9	47,3
Dette publique extérieure (% PIB) FMI - REO2024	19,9	33,3	26,5	61,2	-	29,9
Echanges						
Balance des biens (% PIB) CNUCED 2023	-22,0%	-9,8%	-10,8%	-10,4%	-6,6%	-8,2%
<i>Exportation française vers (MEUR) Douanes françaises 2023</i>	13,5	168,9	42,9	37,2	3,1	64,4
<i>Importation française depuis (MEUR) Douanes françaises 2023</i>	3,6	144,8	29,0	5,8	0,5	46,5
Balance courante (% PIB) FMI 2024	-15,1	-4,1	-6,6	-12,0	3,3	-3,9
Transferts de la diaspora (% PIB) BM 2022	1,6	3,6	2,5	3,6	1,3	0,8
Réserves de change (mois d'import) FMI - REO 2024	2,2	4,0	4,0	4,2	1,9	3,9
Développement						
IDH BM 2022	0,42	0,60	0,55	0,55	0,38	0,53
Espérance de vie à la naissance BM 2021	61,7	61,4	62,7	66,1	55,0	66,2
Taux de pauvreté (<1,90 USD/jours, %) BM*	65,1	29,4	42,2	52,0	67,3	44,9
Emissions de CO ² par habitant (kg) BM 2020	58	374	128	105	164	234
Notation Dette Souveraine						
S&P	-	B-	B-	B+	-	-
Moody's	-	Caa1	B3	B2	-	B1
Fitch	-	B	B+	B+	-	B+
Politique Monétaire						
Taux directeur*	-	12,75	9,75	6,50	-	6,00

*Dernière donnée disponible

Corne de l'Afrique – Djibouti

Par le SE d'Addis Abeba



Structure de l'économie djiboutienne

L'économie djiboutienne est portée par les services, qui se déclinent principalement dans le secteur du transport et de la logistique, du fait de la position stratégique du pays. Sa croissance dépend donc fortement des facteurs externes, notamment de la situation en Éthiopie, premier importateur de biens transitant par le port de Djibouti, mais également des répercussions des tensions en mer Rouge, qui contraignent de nombreux armateurs à contourner la route habituelle du canal du Suez passant par Djibouti. Le pays a souhaité entamer sa diversification de son économie dans le cadre de sa « Vision 2035 », processus néanmoins pas encore abouti et qui laisse le pays vulnérable aux chocs extérieurs, tels que les évolutions des prix des denrées alimentaires.

Une économie largement soutenue par les services, notamment les secteurs du transport portuaire et de la logistique

Avec un PIB de 4,1 Md USD en 2023, Djibouti était la 11^{ème} économie de la région AEOI (15 pays). A l'échelle du continent africain, Djibouti est la 44^{ème} économie (sur 54 pays). Avec légèrement plus d'un million d'habitants, le PIB/habitant, en parité de pouvoir d'achat, s'élève à 7 204 USD, niveau permettant à Djibouti d'être classé selon les critères de la Banque mondiale, depuis 1990, parmi les pays à revenu intermédiaire inférieur (« PRITI »). Djibouti ne se classe cependant qu'à la 171^{ème} place mondiale pour l'Indice de développement humain et à la 121^{ème} pour l'indice Doing Business de la Banque mondiale (2020).

Les services (85 % du PIB en 2023) dominent largement l'économie djiboutienne, suivis par l'industrie (14 %), l'agriculture étant pratiquement inexistante (1 %). Le secteur des services est largement porté par les activités portuaires, qui représentent près de 70 % du PIB de Djibouti. Le pays a fortement investi dans ses infrastructures portuaires, notamment le port de Tadjourah (pour l'exportation de potasse) ou celui de Damejorg (pour l'exportation de transport d'animaux vivants et autres installations gazières). La croissance économique est également tirée par l'investissement public dans les infrastructures. Le pays a réalisé des investissements majeurs dans ses infrastructures portuaires, souvent financés par des prêts chinois. Cela inclut le port de Tadjourah pour l'exportation de potasse, le port de Damejorg dédié au transport d'animaux vivants et aux installations gazières, ainsi que le port de Goubet pour exporter le sel du lac Assal. Djibouti a également construit un nouveau terminal polyvalent, une voie ferrée reliant Addis-Abeba, un aqueduc vers l'Éthiopie, et des zones franches, bien que certains de ces projets rencontrent des difficultés opérationnelles. De nombreux secteurs sont dominés par des entreprises publiques monopolistiques, notamment les ports, les télécommunications, l'eau et la distribution d'électricité. Les entreprises publiques contribuent, selon la Banque mondiale, à hauteur de 20 % au PIB djiboutien.

L'engagement de la diaspora à Djibouti a été historiquement faible, malgré une tendance à la hausse depuis quelques années. Pour y remédier, la « stratégie nationale pour la diaspora » a été adoptée en février 2021. Les Djiboutiens de la diaspora ont transféré 56 MUSD en 2023, soit 1,6 % du PIB selon le projet *Diaspora for Development* financé par l'Union européenne.

Des efforts de diversification encore insuffisants dans une économie toujours confrontée à des défis structurels

La forte dépendance économique à l'activité portuaire orientée vers l'Éthiopie rend le pays vulnérable aux chocs extérieurs. La pandémie de Covid-19, le conflit en Éthiopie et la hausse des prix des produits de base ont affecté l'activité portuaire en réduisant le volume des échanges commerciaux et en augmentant les coûts de transport et de manutention. Le pays est aujourd'hui très dépendant de l'Éthiopie, qui représente l'écrasante majorité du volume total des marchandises passant par le port de Djibouti. La très faible part de l'agriculture laisse également le pays exposé aux cours mondiaux agricoles. En conséquence, Djibouti importe 90 % de ses besoins alimentaires, selon le Programme Alimentaire Mondial.

Le pays affiche une volonté de diversifier son économie, mais les efforts semblent encore insuffisants.

En 2014, une stratégie nationale pluriannuelle "Vision 2035" a été adoptée, dont la diversification était l'objectif principal. Dans le même objectif, un Fonds souverain djiboutien (FSD) a été créé en 2020 et doté de 1,5 Md USD sur 10 ans. Le Fonds a notamment investi dans le développement d'infrastructures, comme le parc solaire de 30 MW dans le désert de Grand Bara pour lequel le FSD a investi 35 MUSD aux côtés de l'entreprise émirienne Amea Power. Le FSD contribue également à la valorisation des principales industries djiboutiennes, notamment par le rachat de tous les actifs de Djibouti Télécoms. Par ailleurs, le pays a créé en 2004 des zones franches pour promouvoir le secteur industriel local. La zone franche industrielle de Damerjog, en cours de construction, qui devrait héberger des activités de raffinage de pétrole et de réparation et maintenance navale, en est un bon exemple. Pour autant, à ce stade, les zones franches n'ont pas eu d'impact significatif sur le développement industriel. Entre 2013 et 2023, la part de l'industrie dans le PIB est passée de 11 à 13 %. Par ailleurs, ces zones franches représentent aujourd'hui un manque à gagner important dans les revenus fiscaux de Djibouti, estimé à 11,6 % du PIB en 2021 selon le FMI. Enfin, elles semblent parfois utilisées pour des activités de stockage à des fins spéculatives. Le pays envisage de développer à la fois le secteur du tourisme et le secteur numérique, afin de tirer parti des neuf câbles sous-marins qui traversent son territoire.

La croissance de l'économie djiboutienne reste freinée par le manque d'inclusivité. Les investissements ayant été concentrés sur des projets à forte intensité en capital, comme l'activité portuaire, qui représente 70 % de la croissance du PIB, peu d'emplois ont été créés. Le taux de chômage demeure très élevé (26,3 % en 2023).

En outre, le modèle fiscal adopté par les autorités est peu redistributif. Malgré leurs revenus et bénéfices importants, les entreprises publiques ne contribuent que faiblement au budget de l'état, en raison notamment des nombreuses exemptions fiscales dont elles bénéficient¹¹.

La pauvreté reste répandue, 22,5 % de la population vivant avec moins de 1,9 USD par jour. En parallèle, le secteur informel occupe une place toujours prépondérante dans l'économie, représentant en 2020, 25,9 % du PIB et employant 86,5 % des travailleurs, notamment dans la vente de rue de denrées alimentaires et de khat.

¹¹ Memorandum économique Djibouti, Banque Mondiale, janvier 2024

❖ Corne de l'Afrique – Érythrée

Par le SE d'Addis Abeba



Structure de l'économie érythréenne

Le pays connaît un isolationnisme politique et économique prononcé. L'économie érythréenne est très peu développée et majoritairement portée par le secteur des services, qui s'appuie principalement sur le commerce intérieur. La contribution du secteur industriel à l'économie est quant à elle fortement dépendante des industries extractives tandis que l'agriculture qui emploie la majeure partie de la population apporte une contribution marginale au PIB. L'absence d'un environnement propice aux investissements ainsi que la situation politique locale et régionale restent une entrave au développement et à la diversification économique du pays.

L'économie est très peu développée, en raison d'un isolement politique et économique

En 2023, le PIB de l'Érythrée s'élevait à 2,7 Md USD¹², la plaçant au 12^e rang des économies d'AEIOI et parmi les plus faibles du continent, autour de la 48^e place sur 54 pays. Le développement économique est largement freiné par la fermeture du pays sur les plans politique et économique. Avec une population estimée à 3,7 millions d'habitants, le PIB par tête (712,3 USD) est le plus faible d'Afrique subsaharienne. En 2022, le pays était classé 175^{ème} sur 189 pays en termes d'Indice de Développement Humain, une performance qui se dégrade depuis 2018.

L'économie est très dépendante de l'industrie extractive, alors que l'agriculture pâtit de sa faible productivité. L'industrie (32 % du PIB d'après la Banque africaine de développement – BAFD) est principalement portée par les industries extractives, en particulier celles de l'or, du cuivre, de la potasse, du nickel, du fer et du granite. Le secteur minier est le principal bénéficiaire des investissements directs étrangers provenant notamment de Chine et d'Australie, malgré un climat des affaires très dégradé et complexe (classé à la 189^{ème} place sur 190, juste avant la Somalie, au classement Doing Business de la Banque mondiale en 2020). Le secteur manufacturier, quant à lui, ne contribue que faiblement à l'économie (9,8 % du PIB). Les services (52,5 % du PIB) reposent en majeure partie sur le marché intérieur. Les services financiers sont très limités, comme l'évolution et l'adaptation aux nouvelles technologies. L'agriculture est un pilier socioéconomique de l'Érythrée (62 % des emplois en 2023), mais sa contribution au PIB reste limitée (17,6 % du PIB). La forte dépendance à la pluviométrie, la fertilité limitée des sols et l'accès limité aux intrants et aux technologies contraignent, par ailleurs, la productivité du secteur. En outre, l'inclusion financière est très faible, conséquence de l'absence d'infrastructure télécom notamment.

Le secteur public a la mainmise sur l'économie, limitant le développement du secteur privé. L'économie est dépendante d'investissement étatiques. Le secteur financier n'est composé que de trois banques, toutes détenues par l'État. La contribution du secteur privé à la croissance reste très limitée, celui-ci serait pour la plupart composé de petites et moyennes entreprises.

Les transferts de fonds de la diaspora sont une ressource importante pour l'économie du pays. La loi sur la taxe de redressement et de réhabilitation adoptée en 1995, oblige les membres de la diaspora à contribuer à hauteur de 2 % de leur revenu net à la « reconstruction » de l'Érythrée. Les données concernant les transferts de fonds de la diaspora ne sont cependant pas disponibles.

Les efforts de diversification sont limités

La diversification économique est limitée, l'économie étant dominée par le poids du secteur minier qui est le principal générateur de devises étrangères pour le pays. Cependant, des potentiels existent, mais restent dépendants d'hypothétiques ouvertures politique et économique. Le pays pourrait notamment tirer parti du tourisme, grâce à la diversité de ses paysages, ainsi que de ses activités portuaires, qui pourraient à terme desservir les pays voisins. En ce sens, le gouvernement érythréen a adopté, en 2020, *Vision 2030* qui identifie l'agriculture, la pêche et l'aquaculture, le tourisme et les mines en tant que secteurs prioritaires.

¹² Ce chiffre est à prendre avec précaution, le FMI ne publiant plus de données sur l'Érythrée depuis 2020

Corne de l'Afrique – Ethiopie

Par le SE d'Addis-Abeba



Structure de l'économie éthiopienne

L'économie éthiopienne, la plus importante de l'AEOI et la 3^e d'Afrique subsaharienne, repose principalement sur les services (40 % du PIB en 2023), portés par le commerce, les transports (notamment Ethiopian Airlines), les télécommunications et l'hôtellerie. L'agriculture reste essentielle (32 % du PIB), tandis que l'industrie (28 % du PIB) est freinée par des contraintes structurelles comme le manque d'accès aux devises et des coûts logistiques élevés. Malgré une forte croissance soutenue par les investissements publics et par une forte croissance démographique, la diversification économique reste limitée, avec des inégalités multidimensionnelles pesant sur son développement.

L'Éthiopie est un poids lourd économique africain, porté par une démographie en forte croissance

L'Éthiopie est la 1^{ère} économique d'AEOI et la 3^{ème} en Afrique subsaharienne, après l'Afrique du Sud et le Nigéria (5^{ème} à l'échelle du continent africain). Le PIB éthiopien s'élevait à 155,8 Md USD en 2023, alimenté par une forte démographie : 107,4 millions d'habitants en 2024 selon le FMI (chiffre sûrement sous-estimé), faisant du pays le 2^{ème} plus peuplé du continent. Toutefois, en termes de PIB/habitant, l'Éthiopie ne se classe qu'au 16^{ème} rang des pays d'Afrique subsaharienne (3110 USD en 2023, en parité de pouvoir d'achat), illustrant les progrès sociaux à accomplir. Le pays était classé seulement à la 176^{ème} place mondiale à l'Indice de développement humain en 2022.

Les services (40 % du PIB en 2023) **sont les principaux contributeurs à l'économie éthiopienne, suivis de près par l'agriculture** (32 %) **et l'industrie** (28 %). La forte croissance économique connue par le pays depuis 2000 a été portée par l'investissement public dans les infrastructures. Le secteur des services est principalement tiré par le commerce de gros et de détail et le secteur des transports, notamment le secteur aérien via la compagnie nationale *Ethiopian Airlines*. Le secteur est également soutenu par les télécommunications dynamisées par l'ouverture du secteur à la concurrence, et l'hôtellerie. L'industrie est dominée par la construction, stimulée par les grands projets gouvernementaux (routes, barrages, logements). Le développement de l'industrie manufacturière (textile, production agroalimentaire), moteur de la croissance dans les années 2015-2018, a été affecté par la difficulté à sourcer les intrants en raison d'une pénurie de devises et la restriction, toujours en vigueur, d'accès au marché étatsunien. L'agriculture reste le pilier socioéconomique de l'Éthiopie, représentant 65 % de l'emploi en 2023 et près de 83 % des exportations (café, fleurs, bétail). Le pays peine toutefois à satisfaire les besoins alimentaires de la population et le secteur agricole demeure très vulnérable aux conséquences du changement climatique et aux variations des cours des intrants et des matières premières.

Les transferts de fonds de la diaspora éthiopienne représentent une source importante de devises étrangères. Ils ont atteint 5,9 Md USD pour l'année fiscale (FY) 2023/24 selon le FMI, soit 3,8% du PIB. Une augmentation de ces transferts pourrait se matérialiser suite à la flexibilisation du régime de change en juillet 2024, marquant la fin de la surévaluation du birr.

Les difficultés structurelles freinent la diversification de l'économie

Les volontés de réforme de l'économie ont été renforcées depuis 2018. Les réformes contenues dans le *HomeGrown Economic Reform* (1.0 et 2.0) visent à passer à un modèle de développement économique porté par le secteur privé¹³. Le ministère de la Planification et du Développement a également fixé des objectifs

¹³ Les quatre piliers de ce programme de réformes (2.0) étant : i) atteindre la stabilité macroéconomique ; ii) créer un environnement favorable aux investissements et au commerce ; iii) augmenter la productivité de secteurs clés ; iv) construire une fonction publique compétente et efficace.

ambitieux en matière de croissance économique dans son Plan de développement et d'investissement à moyen terme (2023/24 - 2025/26) (cf. graphique 2).

Le gouvernement entend développer l'industrie manufacturière – notamment pour réduire sa dépendance aux importations – par le déploiement de parcs industriels. Mais le taux de croissance du sous-secteur manufacturier a considérablement ralenti depuis 2018, contraint par les pénuries de devises et la suspension début 2022 de l'Éthiopie de l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA) qui lui garantissait un accès préférentiel au marché étatsunien, les coûts de logistique, les obstacles réglementaires et les contraintes sécuritaires. Seulement 5 % des entreprises du secteur participeraient aux exportations, tandis que la diversification des produits fabriqués reste faible.

La diversification de l'économie éthiopienne reste limitée, comme illustrée par [l'indice de complexité économique](#). Le pays se classait 105^{ème} sur 130 pays en 2020, bien qu'en légère hausse par rapport à 2010 (+7 places).

L'Éthiopie est particulièrement vulnérable aux chocs externes. Les exportations du pays sont essentiellement constituées de produits agricoles (83 %), notamment le café ou les fleurs. Par ailleurs, l'économie reste très vulnérable à la volatilité des prix des matières premières et aux conditions climatiques, tandis que sa forte dépendance aux importations (produits pétroliers, engrais, biens manufacturés) pèse sur sa balance commerciale. De plus, l'Éthiopie dépend fortement des infrastructures portuaires de Djibouti pour accéder aux marchés internationaux, accentuant sa vulnérabilité aux aléas extérieurs.

L'économie informelle (dont la contribution au PIB est estimée à environ 30% par la Banque Mondiale) **reste notable**, bien qu'inférieur à ce qu'il représente dans les autres pays de la région. Néanmoins, le pourcentage de l'emploi informel est très important (85,2 % des emplois en 2021), en particulier dans le secteur agricole (94,6 % des emplois), en raison de la petite taille des exploitations et de la prévalence de l'emploi familial.

Le dynamisme de l'économie éthiopienne n'a pas eu les impacts sociaux espérés dans l'ensemble du pays. Malgré d'importants progrès en matière de réduction de la mortalité ou l'allongement de l'espérance de vie, le taux de pauvreté (<2,15 USD/jour) a augmenté lors de la dernière décennie (34,6 % en 2023, contre 27 % en 2015). Les régions les plus rurales étant les plus affectées (Afar, Somali notamment).

Corne de l'Afrique – Somalie

Par le SER de Nairobi



Structure de l'économie Somalienne

L'économie somalienne, marquée par des décennies de conflits et d'instabilité politique, repose largement sur un secteur informel prédominant et sur une agriculture de subsistance. Bien que la situation sécuritaire demeure un obstacle majeur à son développement, la Somalie bénéficie des transferts de fonds de sa diaspora, soutenant la consommation et certains investissements, ainsi que d'une dynamique positive dans des secteurs clés comme l'élevage et les télécommunications.

Une économie fragile dominée par les services informels et dépendante de l'agriculture de subsistance et des transferts de la diaspora

Avec un PIB estimé à environ 12 Md USD en 2024, l'économie somalienne est la 9^{ème} d'AEIOI (sur 15 pays) et la 37^{ème} d'Afrique. Le PIB par habitant (en PPA) s'élèverait en 2024 à 1611 USD, soit un niveau largement inférieur à la moyenne en AEIOI (7745 USD en 2024) et à celle de l'Afrique Subsaharienne (4836 USD). Le pays était classé seulement à la 193^{ème} place mondiale à l'Indice de développement humain en 2022.

L'agriculture est la principale source de revenus pour la majorité de la population. L'agriculture (60 % du PIB) repose essentiellement sur l'élevage (chameaux, moutons, chèvres) et les cultures vivrières, qui sont fréquemment affectés par les aléas climatiques, en particulier les sécheresses récurrentes comme celles survenues entre 2020 et 2022. L'élevage constitue également la principale source d'exportations (78 % des exportations totales en valeur), en particulier vers les pays du Golfe. Malgré son poids important, l'agriculture en Somalie reste par ailleurs peu mécanisée, entravant la croissance de la productivité et la résilience aux changements climatiques. Les services (33 % du PIB) emploie la majorité de la main-d'œuvre (56 %), en particulier dans le commerce, les services financiers informels et les télécommunications. Ce dernier a connu une croissance rapide, avec le "mobile money" devenant un pilier essentiel de l'économie. Ce système de transfert d'argent mobile joue un rôle crucial dans l'inclusion financière, permettant aux ménages et aux entreprises d'accéder aux paiements, à l'épargne et aux microcrédits dans un contexte d'absence de services bancaires formels. L'industrie (7 % du PIB) est très limitée et se concentre sur de petites unités de production locales, notamment dans la transformation alimentaire. Cette faiblesse industrielle exacerbe la dépendance aux importations, notamment pour les biens manufacturés, contribuant à l'ampleur du déficit courant (-11,0 % du PIB en 2023).

La structure économique somalienne est dominée par un secteur informel, qui représenterait 82,5 % des emplois selon la Banque mondiale, atteignant près de 90 % dans l'agriculture. En l'absence d'une autorité centrale stable, le système financier informel – en particulier les *hawalas*¹⁴ – joue un rôle crucial pour le transfert de fonds de la diaspora. Ces transferts (estimés à 14,9 % du PIB en 2023) soutiennent la consommation privée et représentent une source de devises essentielle. Près d'un ménage sur cinq en bénéficie¹⁵, les fonds provenant principalement des somaliens établis au Kenya, en Éthiopie, à Djibouti (64 %), en Europe (14 %), principalement au Royaume-Uni et en Suède, et en Amérique du Nord (7 %).

Un développement entravé par l'insécurité et un potentiel de diversification encore limité

L'instabilité politique et la persistance des conflits entravent le développement et la diversification économique de la Somalie. Les insurrections, en particulier celles menées par le groupe *Al-Shabaab*, affectent la sécurité et découragent les investissements. Ce conflit durable a freiné le développement des infrastructures, limitant ainsi l'intégration des marchés locaux et restreint les opportunités de croissance économique. Par ailleurs, le pays fait face à un déficit institutionnel qui complique la mise en place de réformes économiques et

¹⁴ Les hawalas sont des sociétés informelles de transfert d'argent qui transfèrent des fonds tant au niveau national qu'international.

¹⁵ Selon une étude menée par le bureau national des statistiques en Somalie « Somalia integrated household budget survey »

de politiques fiscales efficaces. Le gouvernement fédéral, en construction depuis la fin des années 2000, peine à asseoir son autorité sur l'ensemble du territoire.

Les perspectives de diversification économique en Somalie restent limitées à court terme, mais un potentiel important existe à long terme dans l'exploitation des hydrocarbures. L'exploitation de ressources naturelles, notamment les hydrocarbures situés au large de ses côtes, pourrait offrir une opportunité de diversification à long terme. Le démarrage récent d'une campagne d'exploration menée par la Turquie au large de la Somalie illustrent cet intérêt croissant pour les réserves d'hydrocarbures somaliennes, estimées à 30 Md de barils¹⁶.

¹⁶ Selon [l'International Trade Administration](#)

Corne de l'Afrique – Soudan

Par le SER de Nairobi



Structure de l'économie soudanaise

La structure de l'économie soudanaise, peu diversifiée et largement dominée par les services, est un facteur de vulnérabilité du pays face aux chocs externes. L'agriculture représente le premier secteur en termes d'emplois. L'industrie est limitée, portée par le secteur minier, qui constitue la principale source de devises grâce aux exportations d'or. Les sanctions américaines, imposées entre 2003 et 2017, ont considérablement freiné l'intégration du pays dans le système économique mondiale. Leur impact a été exacerbé par la sécession du Soudan du Sud qui a entraîné la perte de 70 % des ressources pétrolières, provoquant un choc économique important. La destruction massive des infrastructures en raison du conflit persistant, maintenant depuis avril 2023, a significativement compromis les capacités de production du Soudan et interrompu ses chaînes de valeur économiques.

L'économie soudanaise est l'une des moins développées d'Afrique subsaharienne malgré d'importantes ressources naturelles

Avec un PIB estimé à 38,1 Mds ¹⁷USD en 2023, le Soudan est la 5^{ème} économie d'AEOI et la 13^{ème} économie d'Afrique. Avec 47 M d'habitants, le PIB/habitant en PPA s'élève à 3137 USD, soit à la 8^{ème} place en AEOI. Le pays figure donc parmi les pays à faible revenu et l'indice de développement humain s'élève à 0,516 USD en 2023. **Le Soudan possède pourtant d'abondantes ressources naturelles**, notamment de vastes terres fertiles, des ressources animales, ainsi que des ressources pétrolières et minières. Le conflit qui a éclaté le 15 avril 2023 a gravement compromis la capacité de production du pays, notamment du fait de la destruction significative de ses infrastructures et la perturbation des chaînes de valeur économiques.

Les services (58 % du PIB) **dominent l'économie soudanaise.** Les principaux moteurs de croissance dans ce secteur incluent des activités telles que la finance, les assurances et l'immobilier, le commerce de gros et de détail, l'hôtellerie ainsi que les transports et les télécommunications. **Ces services restent toutefois marqués par une faible valeur ajoutée** en raison du faible niveau des infrastructures de base, notamment dans les transport et télécommunication, l'instabilité économique et financier qui freinent la demande aux services financer et d'assurance.

L'agriculture et l'élevage (20 % du PIB, 40 % de la population active et 52 % des exportations du pays) **demeurent importantes et le secteur minier** (9 % du PIB) **s'est récemment développé pour devenir un secteur clé de l'économie** Le secteur agricole se caractérise par une faible productivité et une faible valeur ajoutée. Il souffre également d'un insuffisant niveau de mécanisation et d'un manque de capacités professionnelles et institutionnelles. L'accès limité au financement constitue un autre obstacle majeur. Cependant, le secteur agricole présente une grande diversité de productions végétales. Alors que le sésame, l'arachide¹⁸, la gomme¹⁹ arabique, le coton et le fourrage sont les principaux produits agricoles exportés, les cultures de subsistance principales sont le sorgho et le millet, avec de plus petites quantités de blé et de maïs. L'exploitation des ressources animales est marquée par des méthodes traditionnelles. Le pays dispose du deuxième cheptel d'Afrique après l'Éthiopie, à travers une grande quantité de bovins, caprins, ovins et chameaux. Les exportations d'animaux ont représenté le deuxième poste d'exportation en 2022. La production de viande est freinée par l'absence de chaînes de transport frigorifique et d'abattoirs conformes aux normes internationales. L'industrie (22 % du PIB) est tirée par le secteur minier (9 % du PIB). Celui-ci s'est développé après la séparation avec le Soudan du Sud, devenant un pilier de l'économie et substituant la production

¹⁷ Données du WEO 2024 du FMI

¹⁸ En 2022/2023, le Soudan a produit 5,3 millions de tonnes de sorgho, 2,6 millions de tonnes d'arachide et 742 000 de tonnes de sésame selon le PAM, 2024.

¹⁹ Avec une production entre 50 000 et 80 000 tonnes par an, le Soudan est le premier producteur mondial de gomme arabique dont la France est le principal acheteur.

pétrolière. Le secteur est dominé par l'or, qui constitue l'une des principales sources d'emplois (2 M de personnes) et de revenu. La production annuelle d'or est estimée à 100 tonnes, faisant du Soudan le troisième producteur d'or en Afrique. Avec des exportations de 34 tonnes en 2022 (2 Md USD), l'or est la première source de devises étrangères. Plus de 80 % de la production d'or provient du secteur artisanal. Néanmoins, le secteur est marqué par un manque de transparence et un taux élevé de fraude. L'industrie manufacturière (7 % du PIB) est principalement orientée vers la transformation alimentaire, le textile et la production de sucre et de ciment. Le secteur est peu diversifié et freiné par des pénuries d'énergie, des équipements obsolètes et un manque d'investissements.

Côté demande, la consommation des ménages tire la croissance (84,2 % du PIB en 2023). Cette part très élevée de la consommation reflète en partie les effets des sanctions économiques (*cf. infra*).

Les estimations sur les remises sont difficiles, mais s'élèveraient à près de 1% du PIB d'après le Programme des Nations Unies pour le Développement Les estimations des autorités seraient largement inférieures aux montants réels, car celles-ci excluent les fonds envoyés via les canaux informels.

Le Soudan a subi de nombreux chocs économiques qui ont handicapé le développement de son économie

Le Soudan a été inscrit sur la liste américaine des États soutenant le terrorisme de 1993 à 2003 et a été soumis à un régime de sanctions économiques par les Etats-Unis entre 2003 et 2020. Ces sanctions ont freiné l'intégration du pays dans l'économie mondiale. L'impact des sanctions a été exacerbé par la sécession du Soudan du Sud en 2011, qui a privé le Soudan de 70 % de ses ressources pétrolières et de plus de 60 % de ces recettes fiscales. En conséquence, le pays a plongé dans une crise économique marquée à partir de 2012, qui a fortement entravé le développement économique du pays. De plus, les subventions des carburants et du blé pesaient lourdement sur les finances publiques. Malgré des réformes économiques importantes et la normalisation des relations du pays avec la communauté internationale pendant la période de transition démocratique, le coup d'État mené par l'armée en octobre 2021 a de nouveau placé le pays sur une trajectoire d'isolement international, au détriment des programmes de coopération avec les institutions financières internationales et des investissements étrangers. Le Soudan dispose d'important potentiel de ressources naturelles minière, des ressources en eau et agricoles. De 84 M d'hectares²⁰ de terres cultivables, seulement 25 % est exploitée. La mise en valeur de l'important potentiel du pays est largement conditionnée par l'apaisement de la situation et la restitution de la transition démocratique. L'interruption des programmes de coopération avec les institutions financières mondiales a privé le pays d'importantes opportunités d'aide au développement, et de financement étrangers notamment du fait du gel du processus d'allègement de la dette dans le cadre de l'initiative PPTE (pays pauvre très endettés).

²⁰ Le « Gezira Scheme » est l'un des plus grands systèmes d'irrigation par gravité du monde. Il couvre environ 880 000 hectares irrigués par un maillage de canaux dont la longueur totale est de plus de 150 km

Indicateurs régionaux : Corne de l'Afrique

Indicateurs Pays	Djibouti	Erythrée**	Ethiopie	Soudan	Somalie
Population (M hab.) BM 2022	1,1	3,7	123,4	46,9	17,6
Croissance démographique (%) BM 2022	1,4	1,7	2,5	2,6	3,1
Doing Business (classement) 2020	112	189	159	171	190
Rang Indice de corruption - Transparency international 2023	130	161	98	162	180
Macroéconomie					
PIB (Mds USD) FMI 2024	4,3	2,7	145,0	29,8	12,7
PIB par habitant (USD) FMI 2024	4 155	715	1 350	606	771
Croissance du PIB réel (%) FMI 2024	6,5	2,9	6,1	-20,3	4,0
Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI 2024	1,4	6,4	23,9	200,1	5,0
Finances Publiques					
Solde budgétaire, dons compris (% PIB) FMI 2024	-3,4	-0,1	-2,6	-3,6	0,1
Dette publique (% PIB) FMI 2024	32,7	146,3	33,6	344,4	n/a
Dette publique extérieure (% PIB) FMI - REO2024	-	-	21,0	-	-
Echanges					
Balance des biens (% PIB) CNUCED 2023	7,9%	-1,1%	-9,8%	-7,8%	-2,3%
<i>Exportation française vers (MEUR) Douanes françaises 2023</i>	100,6	3,1	348,9	37,2	34,8
<i>Importation française depuis (MEUR) Douanes françaises 2023</i>	1,4	0,3	83,2	71,3	15,9
Balance courante (% PIB) FMI 2024	6,2	14,1	-3,4	-3,9	-8,7
Transferts de la diaspora (% PIB) BM 2022	1,6	-	0,3	2,9	21,4
Réserves de change (mois d'import) FMI - REO 2024	n.c	3,5	1,1	n.c	n.c
Développement					
IDH BM 2022	0,52	0,49	0,49	0,52	0,38
Espérance de vie à la naissance BM 2021	62,3	66,5	65,0	65,3	55,3
Taux de pauvreté (<1,90 USD/jours, %) BM*	19,1	n.c.	27,0	15,3	n.c.
Emissions de CO ² par habitant (kg) BM 2020	392	199	154	468	40
Notation Dette Souveraine					
S&P	-	-	SD	-	-
Moody's	-	-	Caa3	-	-
Fitch	-	-	RD	-	-
Politique Monétaire					
Taux directeur*	-	-	15,00	-	-

*Dernière donnée disponible

**Données FMI du WEO d'avril 2023

Océan Indien – Comores

Par le SE de Tananarive



Structure de l'économie comorienne

L'économie de l'Union des Comores, insulaire et de petite taille, est marquée par le poids du secteur agricole et du secteur informel qui représenterait plus du tiers du PIB et près de 90% des emplois. Pour autant, les Comores sont classées parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Les exportations sont principalement concentrées sur trois produits de rente (la vanille, la girofle et l'ylang-ylang), ce qui illustre le poids encore important du secteur agricole et le faible niveau de diversification de l'économie. Les transferts de fonds de la diaspora représentent environ 20% du PIB du pays, permettant de soutenir la consommation privée. Les bailleurs sont très actifs aux Comores, particulièrement dans le domaine des infrastructures.

Une économie insulaire de petite taille et encore assez peu formalisée

L'économie des Comores est insulaire et de petite taille. Le PIB national était de 1,3 Md USD en 2023 (plus petite économie de l'AEIOI et 52^{ème} d'Afrique) pour une population d'environ 870 000 personnes, soit un PIB par habitant de 1540,7 USD (4^{ème} dans l'AEIOI et 20^{ème} d'Afrique subsaharienne), ce qui classe les Comores parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure selon les critères de la Banque mondiale. Le taux de croissance (en moyenne de 2,1 % sur la période 2018-2023), pour une croissance démographique autour de 2 % (1,8 % en 2023) est insuffisant pour réduire de manière rapide et durable la pauvreté, qui affecte environ 45 % de la population.

L'économie comorienne se distingue par un poids important, et croissant, de l'agriculture (38 % du PIB en 2023, après 34% en 2018 selon la Banque mondiale). L'industrie (10 % du PIB) est encore peu développée et peine à émerger. Les services (52 % du PIB) sont le premier contributeur à l'économie du pays. Selon la Banque centrale des Comores, les services ont été tirés l'an dernier par le dynamisme des activités d'hébergement et de restauration, des transports et du commerce.

Le secteur informel reste encore très important (entre 37 % et 40 % du PIB en 2020 selon les estimations de la Banque Mondiale) et il représenterait une écrasante majorité des emplois (88,8 %).

Les Comores ont une économie encore peu diversifiée. Celle-ci repose principalement sur les transferts de la diaspora, principalement de France, les cultures de rente et le soutien des bailleurs internationaux. L'aide extérieure représentait 139,0 MUSD de l'aide publique et 0,7 MUSD des bailleurs privés, soit un total de 139,7 MUSD (environ 10% du PIB). Les transferts de fonds de l'étranger représentaient 21,3 % du PIB du pays en 2023. La monnaie nationale, le franc comorien, dispose d'un taux de change fixe avec l'euro, permettant ainsi de faciliter les échanges avec l'extérieur.

Les exportations comoriennes sont fortement dépendantes de trois produits de rente (le girofle, la vanille et l'ylang-ylang), contribuant à 91,2 % du total. Cela illustre le faible niveau de diversification de l'économie du pays. Le secteur du girofle compte, à lui seul, pour 77,8 % des exports. Le commerce extérieur du pays est structurellement déficitaire.

Une modernisation en cours de l'économie avec le soutien des bailleurs

Le développement de l'économie est obéré par la faiblesse des institutions publiques, ainsi que des infrastructures, qui limite les échanges entre les îles et l'extérieur. Pour moderniser et dynamiser l'économie du pays, les autorités comoriennes ont élaboré le Plan Comores Emergent 2030, se concentrant sur le développement du secteur touristique et de l'industrie, les échanges entre les îles de l'archipel des Comores et la modernisation des infrastructures. Plusieurs projets ont été lancés à travers le plan, notamment dans le secteur touristique. Celui-ci, insuffisamment développé, ne représentait que 6% du PIB en 2019.

Les bailleurs bilatéraux et multilatéraux, très actifs aux Comores, soutiennent plusieurs projets, favorisant la diversification économique. Ces derniers contribuent à la modernisation des ports de Moroni (Grande Comore) et de Boingoma (Mohéli) en vue de faciliter les échanges inter-îles. Ces projets pourraient accroître à moyen terme le potentiel de croissance du pays.

Océan Indien – Madagascar

Par le SE de Tananarive



Structure de l'économie malgache

L'économie malgache, majoritairement informelle, est tirée par les services, en particulier le commerce, et l'agriculture, qui concentre 75% de la population active. L'économie se diversifie peu malgré d'importants investissements dans le secteur minier. Le secteur industriel stagne du fait de l'insuffisance des infrastructures de transport et de leur niveau de dégradation. La gouvernance et l'accroissement des inégalités sociales et régionales freinent l'accélération d'une croissance, qui demeure peu inclusive, d'autant plus que le pays doit relever les défis du changement climatique.

Madagascar reste majoritairement informelle, peu diversifiée, peu inclusive et principalement structurée autour des services et de l'agriculture

Madagascar est la 1^{ère} économie parmi les quatre îles de l'océan Indien, mais reste une petite économie avec un PIB de 15,8 Md USD en 2023. A l'échelle de l'Afrique, Madagascar est une petite économie (30^{ème} sur 54 pays) et encore plus au niveau mondial (134^{ème}). L'économie est néanmoins la plus importante des quatre îles de l'Océan indien, forte de son importante population. Avec 30 millions d'habitants, son PIB/habitant en PPA s'élevait, selon la Banque mondiale, à 1875 USD en 2023, faisant de Madagascar un des pays les moins avancés.

Les services dominent l'économie malgache, mais l'agriculture a toujours un poids socioéconomique colossal. L'agriculture est un pilier structurant de l'économie (24 % du PIB), dominée par des exploitations de petite taille, majoritairement de subsistance, très peu mécanisées et peu consommatrices d'intrants de qualité. Les filières de rente telles que la vanille et le girofle continuent à contribuer de manière importante au secteur agricole, bien que les recettes d'exportations de la vanille – jusque-là première source d'entrée de devises du pays – ont fortement diminué depuis 2022 suite à une baisse des prix à l'international et un niveau élevé des stocks. Le secteur agricole emploierait près de 75% de la population active, et près de 75% de l'emploi informel. La faible productivité du secteur agricole rend cependant le pays largement dépendant des importations. Les services (55 % du PIB) sont tirés par le commerce (12% du PIB), devant les secteurs transport et services aux entreprises (8% chacun), l'hôtellerie-restauration et les nouvelles technologies de l'information (3% chacun). Ce dernier est dynamique, notamment grâce aux dispositions relatives aux zones franches, à travers le développement des centres d'appels et l'externalisation des services (téléopérateurs, livraisons...). **L'industrie (24 % du PIB) demeure peu développée et est principalement tirée par un secteur textile dynamique et important pourvoyeur d'emplois.** (près de 180 000 emplois formels en 2022 selon l'OIT) à travers les Zones et Entreprises Franches (ZEF), qui ont notamment bénéficié de partenariats économiques tels que l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA) américain. L'industrie agroalimentaire (5% du PIB) dispose pour sa part d'un potentiel de développement important, notamment la transformation des céréales et légumineuses. La politique nationale prévoit l'autosuffisance alimentaire, et en particulier l'exportation de riz (qui représente actuellement 37% des terres cultivées) en 2030 (recours au riz hybride de Chine).

Côté demande, la consommation privée représente près des deux tiers du PIB. Les investissements publics restent très insuffisants et ralentis par des modalités de décision très centralisées, notamment dans les infrastructures. La balance commerciale est structurellement déficitaire (en moyenne à -8,2 % du PIB entre 2019 et 2023), en raison des niveaux élevés d'importations de carburants, et de biens intermédiaires que n'arrivent pas à compenser les exportations de produits de rente dont celles de la vanille, dont le montant en valeur a été divisé par deux cette année (passant de 15 % à 8 % des exportations), et le girofle (8 %, stable) et miniers (2^{ème} pays exportateur de graphite derrière la Chine ; nickel, cobalt, ilménite).

Les transferts de fonds de la diaspora malgache sont relativement peu importants (2,4% du PIB). La France serait la principale provenance des transferts.

Les grands investissements miniers n'ont pas permis de diversifier l'économie, toujours confrontée aux défis majeurs de gouvernance et de lutte contre la pauvreté

Des investissements importants ont été réalisés avec succès dans l'industrie extractive à partir des années 2000 : le projet Ambatovy (nickel et cobalt) et le projet QMM (ilménite). Toutefois, ils se concentrent principalement sur deux projets et le nouveau code minier n'est pas opérationnel, ce qui retarde l'accélération de la diversification économique. L'économie s'est historiquement structurée autour de l'agriculture et de la pêche tournée vers les exportations – se traduisant par une part importante de la filière vanille dans les exportations du pays, devant le girofle et les crustacés. Le nickel, produit minier phare du pays, représente à lui seul 26% des exportations en 2023, devant l'ilménite (5 %), l'or (4 %) et le cobalt (4 %). La faible tendance à se diversifier se traduit au niveau de l'indice de complexité économique : Madagascar est en forte baisse, classé 111^e sur 130 pays en 2020 (87^{ème} en 2010). L'économie reste dépendante à l'égard des produits agricoles et miniers, vulnérable à la volatilité des taux de change, mais également aux aléas climatiques et catastrophes naturelles cycliques.

Par ailleurs, la lutte contre la corruption, l'amélioration du climat des affaires et de la gouvernance demeurent des défis importants à Madagascar. Madagascar se classe 161^{ème} au classement Doing Business (2020) ; à la 145^{ème} place du classement Transparency International (2022). En janvier 2026, Madagascar sera évalué par le Groupe d'Action financière (GAFI) afin d'éviter une inscription sur sa liste grise : vingt-trois recommandations sur les quarante préconisées sont actuellement non conformes ou partiellement conformes. Parallèlement, l'économie informelle occupe une place prédominante dans l'économie, représentant 44 % du PIB en 2020 et employant plus de 95 % des travailleurs en 2022, selon la Banque Mondiale.

L'économie malgache se caractérise par de très fortes disparités régionales. Le taux de pauvreté national est extrêmement élevé (75,2 % de la population se situent en deçà de 0,8 EUR par jour par personne). La croissance économique du pays s'est élevée en moyenne à +5,9 % durant la dernière décennie, insuffisante au regard d'une croissance démographique autour de 2,7%, et n'est pas inclusive. Les zones urbaines concentreraient ainsi $\frac{3}{4}$ du PIB national selon la Banque mondiale, et l'agglomération de la capitale Antananarivo représenterait à elle seule 44 % du PIB. Les inégalités de revenus demeurent fortes : l'indice de Gini se situe à 0,43 en 2012 (dernières données disponibles de la Banque mondiale).

Océan Indien – Maurice

Par le SE de Tananarive



Structure de l'économie mauricienne

Maurice est un modèle de développement économique en Afrique subsaharienne. D'un pays fortement dépendant à la culture de la canne à sucre dans les années 1960, Maurice s'appuie désormais sur plusieurs secteurs clés : le tourisme, l'industrie manufacturière, la pêche, l'agriculture, les technologies de l'information et de la communication, ainsi que les services financiers. Le pays est désormais classé parmi les pays à revenu intermédiaire supérieur. Cependant, des défis persistent pour assurer une économie durable et résiliente (faibles marges de manœuvre budgétaires, vulnérabilités liées au changement climatique, vieillissement de la population).

Un modèle de développement économique en Afrique subsaharienne, soutenu par un secteur tertiaire performant

Avec un PIB de 14,6 Md USD, l'économie mauricienne est la 7^{ème} économie d'AEOL et la 31^{ème} d'Afrique. Avec 1,3 million d'habitants (39^{ème} en Afrique subsaharienne), un PIB par habitant de 11 543,6 USD en 2023, Maurice présente un profil socio-économique plus proche d'un pays développé que de la majorité des pays d'Afrique subsaharienne. Dans le classement annuel, « Business Ready 2024 » publié par la Banque mondiale où 50 économies sont étudiées, Maurice fait bonne figure en se positionnant, concernant le continent africain, en 2^{ème} position pour le pilier « Efficacité opérationnelle » et en 3^{ème} position pour le pilier « Services publics ». ²¹ Maurice a un IDH relativement élevé, de 0,796 en 2022, se classant à la 72^{ème} position dans le monde.

Les services prédominent dans l'économie mauricienne, en particulier les services financiers et le tourisme. Les services (75% du PIB en 2022) sont tirés notamment par les services financiers (14 % de la valeur ajoutée brute) et le secteur de l'hôtellerie et de la restauration (7,2% de la VAB). Le secteur financier s'est, au fil des années, diversifié et consolidé, offrant un large éventail de services incluant la banque, les assurances, les fonds d'investissement et la gestion d'actifs internationaux. Maurice se distingue notamment par sa spécialisation dans les services transfrontaliers et son régime applicable aux sociétés offshores (*Global Business*), attractif pour les investisseurs internationaux. Le cadre réglementaire mauricien a également été renforcé pour accroître la transparence et la conformité internationale. Le pays a été retiré de la liste grise du Groupe d'action financière en octobre 2021 grâce à des réformes rigoureuses, notamment la mise en œuvre de lois sur la lutte contre le blanchiment d'argent à l'image du *Financial Crime Commission Act* adopté en 2023. Le tourisme génère quant à lui des recettes importantes (86 Md de MUR en 2023, soit environ 1,8 Md EUR). Ces recettes représentent 13 % du PIB. Pour 2024, l'objectif est d'accueillir 1,4 million de visiteurs et de générer jusqu'à 100 Mds de MUR de revenus touristiques, marquant ainsi un retour aux performances d'avant la pandémie. Maurice vise à promouvoir un tourisme durable en introduisant des réformes via le *Tourism Development Bill*, qui a pour objectif de transformer l'île en une destination certifiée "verte" d'ici 2030. Le secteur touristique se heurte à plusieurs défis, notamment la concurrence de destinations comme les Maldives et les Seychelles, ainsi que le choix d'augmenter ou non la capacité aérienne. L'industrie (21 %, dont 11 % pour l'industrie manufacturière) est relativement importante, mais l'agriculture (4%) a un poids réduit. Les produits d'habillement et le sucre, qui représentent respectivement 18,6 % et 12,5 % des exportations en 2023, continuent de jouer un rôle central dans l'économie.

Côté demande, la consommation privée représente la majeure partie du PIB (68% du PIB en 2023). Cette demande intérieure est également stimulée par les investissements du secteur privé.

Les transferts de fonds effectués par la diaspora mauricienne à l'étranger ont atteint près de 3 Mds de MUR en 2023 (environ 62,4 MEUR), soit 0,5% du PIB. La France, les États-Unis et le Royaume-Uni sont les

²¹ [Classement Business-Ready 2024 \(Banque mondiale\)](#)

sources de près de la moitié des transferts. Ces transferts constituent une source importante de devises étrangères et jouent un rôle clé dans le soutien à la consommation privée à Maurice. Il convient de noter qu'à l'inverse, les transferts de fonds effectués par les travailleurs étrangers basés à Maurice ont totalisé 9,8 Mds de MUR en 2023 (environ 201,4 M EUR), soit 1,5% du PIB, à destination en particulier de l'Inde et le Bangladesh comme principales destinations de ces flux financiers.

Des efforts de diversification économique engagés face à des défis structurels persistants

Maurice fait face à plusieurs défis dans ses efforts de diversification économique, malgré des avancées notables visant à réduire sa dépendance à certains secteurs traditionnels, notamment le tourisme.

L'une des principales difficultés réside dans la forte dépendance aux importations, en particulier pour les produits alimentaires et énergétiques, ce qui expose l'économie mauricienne aux fluctuations des prix sur le marché mondial. Parallèlement, des industries traditionnelles comme les produits textiles (représentant 21,9 % des exportations en 2023) et le sucre (12,5 % des exportations) continuent de jouer un rôle central dans l'économie. Ce phénomène s'illustre par l'évolution du classement du pays dans l'indice de complexité économique. En 2020, Maurice s'est classé 72ème sur 130 (en baisse de 4 places par rapport à 2010). Cette dépendance limite la capacité de l'île à diversifier ses sources de revenus, d'autant plus que le marché intérieur est restreint en raison d'une population relativement réduite. De ce fait, l'économie reste vulnérable aux chocs externes, notamment dans ses relations commerciales avec l'Europe, la Chine et l'Inde.

Maurice est confronté à un manque de main-d'œuvre qualifiée. Ce déficit de compétences affecte particulièrement des secteurs stratégiques comme l'agro-industrie, les technologies vertes et les services financiers, où une expertise spécialisée est nécessaire. Malgré le manque de main d'œuvre, le taux de chômage reste assez élevé chez les jeunes (atteignant 18,9 % pour la tranche d'âge 16-24 ans. La baisse de la démographie, qui accroît les tensions sur le marché du travail, devrait impacter le potentiel de croissance de Maurice. L'économie informelle occupe quant à elle une place notable, représentant 19,3 % du PIB en 2020 et employant 33,9 % des travailleurs en 2023.

La diversification est soutenue par les bailleurs multilatéraux et bilatéraux. La Banque africaine de développement a octroyé un prêt de 240 MUSD pour renforcer la compétitivité et la résilience de l'économie. La France, à travers le programme SUNREF (Utilisation durable des ressources naturelles et financement de l'énergie), lancé par l'Agence française de développement en partenariat avec des banques locales, finance des projets visant à promouvoir les énergies renouvelables, améliorer l'efficacité énergétique et soutenir des initiatives d'adaptation au changement climatique. Ces projets contribuent à la diversification de l'économie mauricienne en développant des secteurs comme l'agriculture durable et le tourisme vert, tout en favorisant l'égalité professionnelle.

Océan Indien – Seychelles

Par le SE de Tananarive



Structure de l'économie seychelloise

L'économie seychelloise peut se prévaloir du plus haut revenu par tête de la région. L'archipel est marqué par sa géographie, sa petite taille et sa vulnérabilité aux effets du changement climatique. L'économie s'organise essentiellement autour des secteurs des services, surtout touristiques (premier employeur du secteur formel), et de la pêche. Le manque de diversification de l'économie rend le pays particulièrement vulnérable aux chocs extérieurs, ce qui s'est traduit de manière prononcée par une chute du PIB durant la crise sanitaire, en raison du poids important du secteur touristique. Les Seychelles sont par ailleurs un pays reconnu en termes de gouvernance, de lutte contre la corruption, condition sine qua non à la diversification de son économie vers le numérique et les services financiers.

Les Seychelles disposent du plus haut revenu par tête de la région, grâce au secteur touristique

Avec un PIB de 2,1 Md USD en 2023, les Seychelles sont la 51^{ème} économie parmi 54 pays d'Afrique, marquée par la géographie du pays, archipel éloigné de petite taille. Toutefois, avec près 120 000 habitants en 2023 et un PIB/habitant en PPA s'élevant selon la Banque mondiale à 32 694 USD en 2023, les Seychelles disposent du plus haut revenu dans la région, loin devant Maurice (29 499 USD en 2023). Son économie est tirée depuis plusieurs années par la forte croissance des secteurs du tourisme et de la pêche, permettant aux Seychelles d'atteindre le statut de pays à revenu élevé en 2015.

Les services (683 % du PIB) **dominent l'économie seychelloise, suivis par l'industrie** (14 %) **et l'agriculture, la pêche et activités forestières** (3 %). L'économie est portée, voire est dépendante du secteur touristique (46,2 % du PIB selon la BM). L'archipel est un carrefour touristique de l'océan Indien grâce à son réseau d'infrastructures aéroportuaires et hôtelière : quinze aéroports et aérodromes desservent ses 115 îles, dont deux aéroports internationaux (Pointe Larue à Mahé et Praslin), qui concentrent à eux deux plus de 80 % du trafic global de passagers. Près de 350 000 touristes arrivent chaque année dans l'archipel. Le tourisme concentre une partie conséquente de l'emploi (36 % en 2023 selon le Bureau national des statistiques seychellois), en particulier le secteur de l'hôtellerie et de la restauration. Selon le FMI, le secteur des technologies de l'information, avec la pêche et la construction, ont également tiré la croissance en 2023. **La croissance en 2024 continuera d'être portée par le secteur touristique et une hausse des activités des secteurs du numérique et de la finance.** Côté demande, la consommation privée représente près de la moitié de l'activité. La demande intérieure est tirée par les investissements privés. Le déficit commercial seychellois est structurellement négatif.

L'informalité est relativement faible dans le pays (seulement 16,6 % des emplois), mais demeure élevée dans l'agriculture (47,7 % du total des emplois) selon la Banque Mondiale.

Les transferts de fonds de la diaspora seychelloise sont faibles (0,5 % du PIB ; stable par rapport à 2022). Le Mozambique, où est située les deux-tiers de la diaspora seychelloise, serait la principale provenance des transferts.

La diversification attendue de l'économie seychelloise nécessite des standards élevés en termes de gouvernance

L'économie seychellois reste peu diversifiée et dépendante de l'extérieur. En raison du poids du secteur touristique, l'archipel a été l'un des pays les plus durement touchés par la crise de la covid-19 dans la région : en 2020, les recettes touristiques ont baissé de -63,0 % et le PIB a diminué de -11,7 %. Outre le tourisme, l'économie est également dépendante du secteur de la pêche industrielle. Les conserves de thon représentent ainsi le principal poste d'exportation du pays depuis de nombreuses années (46 % des exportations en 2023), devant les réexportations de diesel. L'industrie manufacturière contribue peu à l'économie (5,6 % du PIB en 2021). Dans son nouveau cadre de partenariat pays 2025-2030, la Banque mondiale a identifié les leviers

potentiels en termes de diversification économique : l'extension ainsi que la facilitation de l'accès aux infrastructures de connexion internet à haut débit, couplée à une accélération de la digitalisation des services financiers (*Fintechs*) qui permettent de contribuer au développement des chaînes de valeur en faveur des micro, petites et moyennes entreprises (MPMEs). Leur concrétisation nécessite une amélioration du cadre réglementaire, des investissements conséquents en matière de plateformes de données, et des performances élevées en termes de transparence et de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT).

Le pays est dans ce cadre très performant en termes de gouvernance et de lutte corruption. Le pays, 1^{er} africain (20^{ème} place mondiale) dans le classement 2023 de Transparency International relatif à l'Indice de Perception de la Corruption. Le pays est également le 1^{er} africain dans le classement africain en termes de gouvernance globale sur l'indice Mo Ibrahim 2024. Bien que classé à la 100^{ème} mondiale au classement Doing Business (2020), l'archipel est par ailleurs attractif en termes d'investissements étrangers. En matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme, le pays était assez largement conforme aux recommandations du GAFI en la matière.

Pour autant, l'archipel des Seychelles demeure vulnérable aux effets du changement climatique. La hausse du niveau de la mer, la dégradation de l'écosystème marin (en particulier des récifs coralliens), les glissements de terrain et les phénomènes climatiques extrêmes représentent les principaux risques.

Le taux de pauvreté, bien qu'en baisse, reste élevé et une partie de la jeunesse est addictive aux drogues. En dépit d'un taux de chômage très faible (3,2 % par la Banque mondiale en 2023²²), la pauvreté demeure élevée (25,3 % des Seychellois se situeraient en dessous du seuil national de pauvreté fixé à 11 USD par jour et par personne). L'usage de drogue, notamment parmi les jeunes, est également répandu : selon l'agence nationale de prévention contre l'abus de drogues et de réinsertion, 10 % de la population active était dépendante à l'héroïne en 2019. Néanmoins, il convient de souligner que la pauvreté et les inégalités sont en baisse, notamment au regard de l'indice de Gini (0,32 en 2018, contre 0,47 en 2013).

²² Seychelles [Macro Poverty Outlook](#), 2024, Banque mondiale

Indicateurs régionaux : Océan Indien

Indicateurs Pays	Comores	Madagascar	Maurice	Seychelles
Population (M hab.) BM 2022	0,8	29,6	1,3	0,1
Croissance démographique (%) BM 2022	1,8	2,4	-0,3	0,8
Doing Business (classement) 2020	160	161	13	100
Rang Indice de corruption - Transparency international 2023	162	145	55	20
Macroéconomie				
PIB (Mds USD) FMI 2024	1,5	17,2	15,9	2,1
PIB par habitant (USD) FMI 2024	1 630	563	12 602	21 290
Croissance du PIB réel (%) FMI 2024	3,5	4,5	6,1	3,1
Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI 2024	4,0	7,4	3,5	0,8
Finances Publiques				
Solde budgétaire, dons compris (% PIB) FMI 2024	-1,3	-4,1	-4,1	-1,2
Dette publique (% PIB) FMI 2024	34,9	55,5	80,1	58,4
Dette publique extérieure (% PIB) FMI - REO2024	34,1	35,6	16,6	32,6
Echanges				
Balance des biens (% PIB) CNUCED 2023	-22,9%	-8,9%	-25,1%	-42,4%
<i>Exportation française vers (MEUR) Douanes françaises 2023</i>	36,8	416,8	456,3	46,7
<i>Importation française depuis (MEUR) Douanes françaises 2023</i>	3,6	599,3	278,2	149,8
Balance courante (% PIB) FMI 2024	-3,2	-6,8	-5,5	-10,1
Transferts de la diaspora (% PIB) BM 2022	20,1	4,8	2,1	0,6
Réserves de change (mois d'import) FMI - REO 2024	9,6	5,4	10,4	3,6
Développement				
IDH BM 2022	0,59	0,49	0,80	0,80
Espérance de vie à la naissance BM 2021	63,4	64,5	73,7	73,4
Taux de pauvreté (<1,90 USD/jours, %) BM*	18,6	80,7	0,1	0,5
Emissions de CO ² par habitant (kg) BM 2020	407	97	2 939	6 081
Notation Dette Souveraine				
S&P	-	B-	BBB-	-
Moody's	-	-	Baa3	-
Fitch	-	-	-	BB-
Politique Monétaire				
Taux directeur*	-	-	4,00	1,75

*Dernière donnée disponible

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Mathieu Bruchon mathieu.bruchon@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'[ambassade de France à Kigali](#) : Quentin DUSSART quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Christophe MORCHOINE christophe.morchoine@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Samuel LEVEBVRE annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(mathieu.bruchon@dgtresor.gouv.fr).

Rédaction : SER de Nairobi et SE de l'AEOI

Pour s'abonner : juliette.mouden@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo : ©DGTresor